

n° 741 — 4 F

DU 12 MAI AU 18 MAI 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

S.-C. Kolm
la transition socialiste

**les horreurs
du « tout-nucléaire »**



Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Editorial : Londres et Vichy P. 3
Humeur : s'il en reste un seul. *C.M. Vadrot.*
S.C. Kolm : « Pour réussir, il faut aller plus loin ». *Propos recueillis par Claude Deslhiat et F. Turquan* P. 4-5
L'heure est à l'autogestion. *Y. Craipeau* P. 7
La fête P. 8

Briser la chaîne

Amisol : l'amiante tue toujours. *Y. S.* P. 9
Ixeco : malgré toutes les menaces. *H. Bouchardeau* P. 10
CFDT : des projets pour les cadres. *J.Y. Sparfel*

Notre dossier

Drôme-Ardèche : du nucléaire et des chômeurs. *Fédération PSU* P. 11-12-13
Drôme-Ardèche
Contestation antinucléaire à Romans. *Section PSU-Romans* P. 14

Le Pire

L'uranium français : faut pas s'y fier. *M. Martin* P. 15

Entre nous, pour vous

Non, nous ne signerons pas
« Oboato é venenoso » P. 16
Chili : le MAPU a huit ans. *Interview de Paul Yaniez* P. 17

La parole à :

Per Rhun P. 18

Le temps de lire

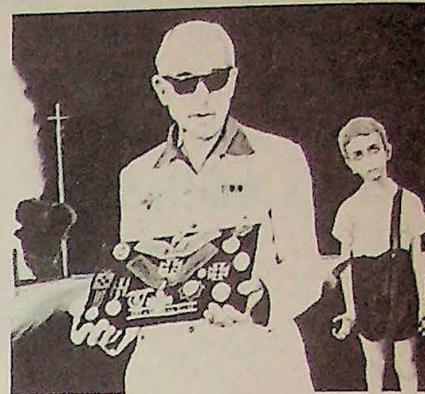
Un livre pour notre corps
Tours infernales. *B. Blanc* P. 19
En photos : la jeune peinture à l'Orangerie P. 20-21

Les armes de la critique

La question de Laurent Heynemann. *F. Gastellier* P. 22

La télé

Points de vue. *R. Lanarche* P. 23



Vient de paraître aux Editions SYROS

168 pages 39 Francs

CHRONIQUES DES ANNEES DE CRISE — 1976

à commander aux éditions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris

avec des dessins de :

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ; H. Cueco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ; G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

et des textes de :

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ; J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ; B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérame ; P. Tilman ; F. Venaille ; J. Villecrose.

meeting contre une Europe capitaliste germano-américaine

Depuis quelques mois, l'entreprise de construction européenne lancée par MM. Schmidt, Giscard et Andreotti a pris de l'ampleur. Confrontée à la montée des résistances populaires, à la politique d'austérité qui résulte de la restructuration du capitalisme en Europe, les classes dirigeantes européennes se hâtent de mettre en place les garde-fous nécessaires et leur couverture juridique : le Parlement européen.

C'est pour dénoncer la mise en place de cette Europe qu'un meeting, à participation internationale, aura lieu le 16 mai à Paris, à 20 h 30, à la Mutualité, appelé à l'initiative du « Comité d'action contre une Europe germano-américaine et l'élection d'un Parlement à son service ».

Interventions du COMITE D'ACTION CONTRE UNE EUROPE GERMANO-AMERICAINE et du Général La Bollardière, de MM. Binoche, Bourdet, Casalis, Kriegel-Valrimont, Montaron, Prenant, Sartre, Vigier, et de Michel Mousel, secrétaire national du PSU.

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié



24 mai : grève générale

L'arrêt de travail de 24 heures du 28 avril des travailleurs de la Fonction publique a eu une ampleur considérable. Malgré la condamnation du mouvement par Bergeron qui est inquiet, voire angoissé, de voir les patrons et le gouvernement refuser de négocier face à l'action syndicale, le mouvement a été très suivi.

Cette journée, si elle est suivie d'une politique conséquente de la part des organisations syndicales, devrait déboucher sur une lutte convergente du secteur privé et du secteur public. La grève générale du 24 mai doit avoir une importance inégalée. La réorganisation de ces entreprises en difficulté, la baisse du niveau de vie doivent permettre à l'ensemble des travailleurs de se retrouver dans une lutte globale qui permette d'entamer un processus collectif de refus de la politique sociale du pouvoir.

Partout, les travailleurs du privé et du secteur public sont agressés par l'organisation capitaliste du travail, les cadences, les horaires, l'insécurité, les refus d'augmentation de salaires, et l'augmentation des prix. La répression sévit dans de nombreuses entreprises contre les délégués ouvriers. Face à cette politique anti-sociale, la réponse doit être collective et se poursuivre sans attendre les élections de 78; comme le dit Georges Ségué, « la meilleure façon de contribuer au succès de la gauche n'est pas de baisser les bras et d'attendre ». Dont acte.

Pierre REGNIER ■

éditorial

LONDRES ET VICHY

LA politique française, comme chacun sait, ne se fait pas à la corbeille. Celle-ci le lui rend d'ailleurs bien depuis quelques jours. En revanche, c'est plutôt de la City que nous vient cette semaine une partie de notre information.

Que reste-t-il du sommet de Londres? Pas grand-chose qui indique une volonté réelle de concertation économique de la part des pays capitalistes. C'est toujours à celui qui tirera le mieux son épingle du jeu. Le style creux et ampoulé du communiqué final, les généralités sur le chômage et l'inflation, tout évoque à s'y méprendre les platitudes élyséennes. Non. Ce qui domine, c'est la préoccupation politique: la « confiance dans la vigueur persistante de nos sociétés et dans les principes démocratiques qui ont fait leur preuve »...

C'est à nous expliquer comment ces admirables principes vont continuer à faire des merveilles en France que le président de la République a consacré ses interventions: dans l'hebdomadaire du propriétaire britannique des bonbons « La pie qui chante » et dans sa déclaration de Londres à Antennes 2. Il en ressort qu'au beau milieu de la régression générale de la majorité et de l'autorité gouvernementale, trois idées-forces continuent à animer la pensée présidentielle:

— Ça fait au moins trois ans que la gauche est majoritaire, et seul Giscard a permis de transformer cette situation, par son équation personnelle et par le maintien de la même Assemblée (qui ne l'a pas bien compris). Le problème est de savoir comment cela peut durer avec une autre assemblée.

— C'est ici qu'intervient l'intéressante arithmétique politico-électorale de l'interview à *L'Express*. Hypothèse: il faut au moins 60% pour gouverner. Or, il y a 40% à droite, 40% à gauche et 20% entre les deux. La droite devrait plus facilement que la gauche additionner 40 et 20. C'est une première solution, celle qui a été essayée jusqu'à présent sans succès. Mais, précise Giscard, les 40% de la droite sont à peu près partagés par moitié entre conservateurs et réformateurs. Conclusion (non explicitée, mais le lecteur intelligent est prié de comprendre): on peut faire 60% avec 20 de la droite, 20 du milieu, et les 20 autres, où voulez-vous qu'on les prenne sinon à gauche?

— Le président dispose de moyens constitutionnels, et il en usera, pour éviter que la France ne retombe dans le « régime des partis ». Que signifie cette allusion gaullienne? Les commentateurs y voient une menace contre Chirac. Ce n'est qu'un aspect de la question.

Prise dans sa totalité, c'est l'affirmation qu'il ne se constituera pas de majorité durable qui n'ait l'assentiment du président, que la majorité devra être « présidentielle » avant d'être parlementaire.

C'ELA fait assez longtemps que nous le disons, mais, cette fois, le problème des institutions de la V^e République est posé avec plus de netteté que dans les « j'y suis, j'y reste » antérieurs. On ne peut montrer plus clairement que Giscard à la présidence, avec les mêmes pouvoirs constitutionnels, cela signifie pour une gauche majoritaire deux dangers entre lesquels il vaudrait mieux ne pas avoir à choisir: les manœuvres visant à l'éclatement de la coalition de gauche, et, en réserve, le recours à Chirac.

Combien dérisoires — et inquiétantes — apparaissent dans ces conditions les appels pathétiques lancés, — de Michel Rocard à Robert Fabre — aux patrons petits et grands, aux classes moyennes et plus élevées; et combien peu mobilisatrices ces diatribes dans le tunnel sur le chiffrage du Programme commun! Ce n'est pas ainsi que nous concevons, pour aujourd'hui, la tâche de la gauche. Il est plus urgent de mettre en évidence les axes d'une politique qui réponde à l'attente de millions de travailleurs, et, par conséquent, crée le dynamisme collectif qui seul permettra de faire face aux obstacles et aux adversaires.

C'EST qui se passe sur le terrain de la lutte contre le plan Barre peut en être l'occasion. Quoiqu'on pense des grèves de vingt-quatre heures comme de Force ouvrière, ce qui s'est passé à Vichy est révélateur. Bergeron a dû céder à la montée du mécontentement à la base. Il y a deux leçons à en tirer. La première c'est qu'il est toujours possible de faire échec à la politique gouvernementale, de telle sorte que la défaite électorale de la majorité soit, sans aucune ambiguïté, la rançon de son échec — de l'échec d'un Giscard qui, dès lors, n'aurait plus à faire valoir la moindre prétention à rester au poste de commande. La seconde, c'est que la situation est propice à la définition, par les travailleurs eux-mêmes, de ce qu'ils veulent pour demain.

Il est conforme aux options des autogestionnaires de mettre tout en œuvre pour qu'il en soit bien ainsi. C'est, en particulier, ce qu'ils devront avoir pour préoccupation centrale à l'occasion du 24 mai.

Michel MOUSEL ■

humeur: s'il en reste un seul...

A contempler le piètre spectacle donné pendant le dernier week-end par le Parti socialiste faisant étalage de ses divisions, on ne peut que se réjouir du sens des responsabilités dont fait preuve l'extrême gauche dans ses efforts de restructuration, efforts qui sont destinés, ai-je lu quelque part, à rechercher un équilibre organisationnel entre le centralisme et une horizontalité fédéraliste qui disperse. Rejetant les compromissions, fuyant les synthèses ambiguës, refusant de tomber dans le piège odieux des minorités et des majorités dont on sait depuis longtemps qu'elles ne sont que la caricature de la démocratie et une formalisation figée des rapports de forces, les militants de plusieurs organisations ont entrepris d'ajouter un codicille au riche menu de l'extrême gauche dite révolutionnaire.

Autrement dit, profitant de la faiblesse manifeste des partis communistes et socialistes déchirés par des luttes internes qui laissent le terrain politique dangereusement vide, une partie de l'extrême gauche remet son vœu en question pour mettre en équation la somme des convergences entre les organisés et des inorganisés.

Le résultat est d'ores et déjà passionnant: la recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier peut aboutir, ai-je lu ailleurs avec un frémissement d'espoir. Reste un doute: le mouvement ouvrier qui retient son souffle ne sait pas encore s'il va pouvoir se réaliser dans une organisation ou dans une organisation-mouvement. Le débat est d'importance, en effet.

Dans les syndicats, dans les familles ouvrières, dans tous les foyers de salariés touchés par la crise et par les atteintes de plus en plus graves portées contre l'environnement on ne parle plus que de cela. Dans certaines familles déchirées entre la perspective d'une organisation et d'une organisation-mouvement, on ne s'adresse plus la parole. Encore quelques jours et le pays réel, celui des forces productives, sera déchirée en deux.

Partout les adversaires désormais irréductibles se jettent à la figure le vocabulaire de la restructuration et de l'horizontalité fédérative qu'au besoin ils sont allés pêcher dans l'une des motions discutées âprement par le PSU il y a trois mois à Strasbourg.

A la recherche de son processus d'équilibre et des facteurs déterminants de son implantation, l'extrême gauche a lancé le débat qui fait vibrer, a trouvé les mots simples qui parlent d'un présent et d'un avenir exaltant. Bien évidemment la presse pourrie fait le silence sur ces positionnements essentiels, préférant occulter les réalités en entretenant les populations des soubresauts qui agitent le Parti socialiste. Soubresauts d'autant plus secondaires et superfétatoires que les principaux protagonistes ont pris la décision saugrenue de continuer à en parler entre eux pour tenter d'élaborer une synthèse.

L'essentiel, c'est d'avoir raison...

C.-M. VADROT ■

où va la France?

Kolm :

POUR RÉUSSIR

T.S. : Vous publiez votre livre — la transition socialiste — au moment où s'affirme, en France, la probabilité d'une victoire électorale de l'union de la gauche qui pourrait, qui devrait marquer l'amorce d'un processus d'évolution sociale plus profonde. Evolution que la politique économique qui sera suivie, notamment en matière de revenus et d'accroissement des responsabilités des travailleurs, servira ou compromettra. Et vous demandez d'entrée de jeu : qu'est-ce qu'une politique économique de gauche réussie ? prenant pour répondre, selon votre expression, plus de « contre-exemples » (le Chili, le Portugal : bref des pays qui ont échoué) que de « modèles ». Mais la comparaison est-elle possible ?

Serge-Christophe Kolm : On m'a déjà objecté : le Chili, le Portugal, ce n'est pas la France. J'ajouterai : le Portugal n'est pas le Chili. Et la France de 1978 n'est pas, non plus, celle des années 1924, 1936, 1946 ou 1956 — toutes années où la gauche est arrivée au pouvoir. Mais, dans tous ces cas — et il y en a d'autres —, à peine s'est-il écoulé quelques mois, quelques années — jamais plus de deux ou trois —, que la gauche a perdu ce pouvoir ou mené une politique de droite.

Il me semble que chaque fois, dans des contextes économiques très divers, avec des formules politiques dont le degré « révolutionnaire » ou « réformiste » variait très fortement, la même dynamique économique a été mise en branle et a créé les conditions de l'échec. Si j'ai privilégié l'exemple du Chili et du Portugal, c'est que l'observation des expériences de changement rapide et intense joue à la manière de verres grossissants.

**partout
un même schéma
d'échec**

Dans tous les cas, le schéma macro-économique observé a été le même : des hausses appréciables de salaires, conformes aux revendications des travailleurs, ont été suivies d'une inflation qui, à moyen terme, en a annulé les effets (au moins pour les classes moyennes et les couches supérieures de la classe ouvrière ; c'est moins vrai pour les salaires les plus bas). Que les taux d'inflation enregistrés soient de 20 ou 70 %, que la droite réagisse en termes de recon-

quête électorale ou de coup de force comme au Chili, ne modifie pas le schéma d'évolution général : chaque fois, des limites ont été imposées à la redistribution des revenus par des phénomènes de marché qui restaient le mode essentiel de réalisation économique.

Alors, on peut évidemment recenser les données très variables de ces diverses tentatives : l'expérience chilienne s'est déroulée dans un contexte international d'expansion,



Conseil ouvrier en Yougoslavie.

celle du Portugal en période de crise économique mondiale ; le niveau des revenus par tête était très faible au Chili comme au Portugal et la redistribution des revenus très inégalitaire dans ces deux pays, alors que les Australiens bénéficiaient d'un niveau de vie comparable à celui des Américains et d'une distribution qui est la plus égalitaire du monde capitaliste ; les investissements privés sont tombés à zéro au Portugal comme au Chili, mais ce dernier, au contraire du Portugal, disposait d'un secteur d'investissements publics qui, lui, ne s'est pas effondré... Mais la diversité des données spécifiques, n'a pas empêché des évolutions économiques globales semblables de se pro-

Serge-Christophe Kolm ? Il a roulé sa bosse de Chili en Timor, d'Afrique en Asie, du Portugal en Australie, d'universités yankees (Harvard, Stanford) en Ecole des hautes études en sciences sociales... Essayant de « transformer l'expérience en conscience ». Plus précisément de transformer l'expérience de peuples, dont nous lisons trop souvent les succès ou les échecs à travers les brumes d'un romantisme révolutionnaire fort sus-

duire, ni, en fin de compte, l'échec politique.

Ce qui ne veut pas dire que ces conditions spécifiques doivent être négligées. La France bénéficie d'une diversité et d'une indépendance relative de sa production industrielle, d'une quasi autonomie agro-alimentaire, d'une force au sein du Marché commun qui devrait lui autoriser un certain déficit avec les pays voisins (encore que je doute de la compréhension de ces voisins si la gauche

réussit, il faut réduire les phénomènes de marché dans une période de transition qui les maintient inévitablement ; et il faut satisfaire un certain nombre de revendications des travailleurs — revendications en matière de revenus, revendications en matière de responsabilité — sans tomber dans les pièges que tend le marché à toute redistribution des revenus ou à tout accroissement du pouvoir des travailleurs. Que proposez-vous ?

S.-C. K. : Effectivement, les deux éléments de réponse sont liés, le second constituant largement la solution à la première question. En ce qui concerne le marché : on ne supprime pas les phénomènes marchands du jour au lendemain.

**réduire
les phénomènes
marchands**

Mais il s'agit de réduire ces phénomènes marchands, de s'acheminer vers leur disparition le plus rapidement possible — beaucoup plus rapidement que dans les expériences déjà observées. Or le marché n'est pas une donnée simple. Il y a, en fait, des marchés, des semi-marchés, des phénomènes marchands qui ne sont pas des marchés... C'est dire qu'il y a une gamme d'interventions très diversifiées à envisager si l'on veut aller vers une *démarchésation* complète ou tout au moins poussée.

J'ajoute qu'il ne subsistera pas seulement des phénomènes marchands. Les éléments de l'appareil d'Etat ne s'évanouiront pas d'un coup — et c'est une donnée capitale. Parmi ces éléments, certains sont d'ailleurs liés au marché : le secteur de l'économie publique — le budget, les dépenses publiques, les impôts... — est immergé dans le marché. Ce qui pose le problème : quelle politique économique de l'Etat pendant la période de transition, pour les variables qui ne lui sont pas tout de suite ôtées ? Enfin la division géographique du monde, sa division en Etats-Nations dont les évolutions politiques ne seront sûrement pas concomitantes, est une donnée essentielle qu'on ne biffera pas d'un trait de plume.

Bref, la période de transition n'élu-dera pas la question que pose le maintien au moins partiel des institutions et des mécanismes existants (Etats, marchés, relations extérieures, politique économique des Etats...) alors même qu'ils doivent disparaître dans le long terme. C'est dire qu'elle devra à la fois se poser le

française entend aller au-delà d'une expérience de type social-démocrate) : autant de cartes favorables au départ.

comment réussir ?

Encore faut-il savoir jouer ses atouts. C'est là le projet de mon livre : l'analyse des tentatives historiques de gauche et de leurs déboires n'a pour but que de trouver quelle politique économique de gauche a le plus de chances d'éviter l'échec politique ou la trahison sociale.

T.S. : Vous envisagez deux éléments de réponse, d'ailleurs indissociables : pour

IL FAUT ALLER PLUS LOIN...''''''

pect, en leçons pour notre futur immédiat. Si demain la gauche... Kolm écrit pour que l'histoire du mouvement ouvrier ne soit plus celle de glorieuses défaites héroïquement accumulées de siècle en siècle. Cela seul mérite qu'on s'arrête à son dernier ouvrage *La transition socialiste ; la politique économique de gauche*.

problème de leur utilisation (comment les employer au mieux?) et celui de leur évolution jusqu'à leur suppression éventuelle.

conférer aux travailleurs un pouvoir actif

T.S. : En ce qui concerne la réduction des phénomènes marchands, la gauche classique répond traditionnellement par la nationalisation qui doit aussi renforcer le pouvoir des travailleurs...

S.-C. K. : Mais comment ces nationalisations seront-elles réalisées? Le Programme commun de gouvernement de la gauche est assez précis: nationalisation n'est pas étatisation, affirme-t-il. Fort bien. Il est aussi précisé que les entreprises nationalisées seront dotées d'un comité de direction dont la composition ne donnera pas la majorité aux représentants de l'Etat. Il n'en demeure pas moins que la structure hiérarchique de production — la *techno-structure* — risque d'être maintenue: nommerait-on, à la tête du comité de direction, un vieux militant syndicaliste, rien ne sera changé, si son encadrement de conseillers commerciaux, d'ingénieurs en chef, etc., subsiste. Tant que les travailleurs ne détiennent pas la majorité au sein du comité de direction, la démocratie directe dans la production reste inaccessible. Dans le Programme commun, il est clair que si l'on accroît le pouvoir des travailleurs, il s'agit essentiellement d'un pouvoir défensif (restrictions au droit de licenciement, droits accrus en matière de sécurité du travail...), non d'un pouvoir *actif*, d'un pouvoir de décision dans la production et son organisation.

un problème essentiel : la coordination des unités autogérées

Or, il faut aller beaucoup plus loin dans la voie de ce qu'on peut appeler le pouvoir populaire, le pouvoir des travailleurs. A cet égard, je formule dans mon livre certaines propositions quant à l'organisation interne du pouvoir dans l'entreprise. Mais surtout, j'ai voulu attirer l'attention sur un point souvent négligé dans les discussions des autogestionnaires alors qu'il est fondamental: ce point, c'est la question de la coordination entre unités autogérées. Elle peut être assurée de plusieurs manières: — Par le marché: c'est la formule

yougoslave. Mais elle ne résoud pas la question de l'inflation. Elle ne résoud que partiellement celle du chômage (pas de licenciements, mais embauche non garantie). Ces deux aspects sont les conséquences d'un autre qui est en lui-même essentiel pour l'évolution à long terme: l'*égoïsme d'entreprise autogérée*. D'ailleurs, sans égoïsme, pas de marché.

— Par le Plan, au sens d'un Plan central impératif, d'un Gosplan. Là encore le danger est évident. Ce Plan est une hiérarchie au-dessus des unités autogérées, et ayant pouvoir de coercition sur elles. C'est une énorme bureaucratie qui étaye, ou secrète, un pouvoir politique qui finira par se retourner contre les travailleurs.

Que faire pour éviter ces deux impasses? Je propose à cet égard un idéal à long terme — que je crois viable — assorti de tout un système intérimaire qui devrait assurer le passage du court au long terme.

A l'idéal, il peut y avoir un peu de marché, bien délimité, et un peu de Plan central, purement indicatif. Pour l'essentiel, les unités autogérées déterminent quoi produire par l'information directe. Elles s'enquêtent des besoins de leurs produits, et annoncent leurs besoins de matériaux, avec, quand nécessaire, des indications que l'on peut imaginer sur les intensités de ces besoins. Pour les produits, cela ressemble à une *étude de marché*, mais pour servir la demande et non pour l'exploiter. Il y a des expériences de ce système (certaines entreprises portugaises en 1975). Les unités autogérées ne vendent pas leurs produits. Les revenus des travailleurs ne dépendent pas de la production. Les collectifs autogérés ne sont pas mus par l'objectif du plus grand profit possible.

Le Plan est simplement constitué par l'ensemble des projets des unités, chacune devant s'entendre avec celles à qui elle fournit et dont elle reçoit pour que ces projets soient cohérents. Ce Plan est décentralisé et indicatif.

Quand les motivations n'en sont pas encore là, les collectifs peuvent se vendre et s'acheter certains de leurs produits, et le Plan est constitué par de tels contrats de livraison pour l'avenir. C'est un Plan décentralisé et contractuel. C'est en gros ce qui est prévu, en théorie, dans la nouvelle constitution yougoslave. Ce Plan peut-être une bonne préparation pour l'étape ultérieure des relations sociales.

« quelque chose de plus
qu'une victoire
de la gauche... »

T.S. : Comment envisagez-vous le problème de la généralisation à toutes les entreprises du changement opéré dans les entreprises autogérées du secteur public?

S.-C. K. : Si l'on compte sur la seule arrivée de la gauche au gouvernement, sans que l'accompagne un ample mouvement à la base, il est certain qu'il ne se passera pas grand chose. Au mieux, nous aurons quelque chose comme une Suède nationalisée, une *social-bureaucratie*. Il va de soi qu'il faut *quelque chose de plus* qu'une victoire électorale de la gauche.

A ce propos, je voudrais néanmoins dire que l'autogestion ne me semble pas être la seule caractéristique de la société à laquelle tend, *grosso modo*, toute l'extrême gauche. Les traits de cette société finale, que Marx évoque en parlant du communisme, restent imprécis dans la littérature politique — sauf en ce qui concerne l'autogestion. J'envisage de publier d'ici quelques mois un livre (qui pourrait

la démocratie directe dans la production, quelles sont les variables sur lesquelles il vous paraît important d'agir pour que la politique économique de gauche, pendant la transition, n'hypothèque pas à l'avance la possibilité de ce saut qualitatif vers l'économie de la bonne société?

S.-C. K. : Toute la seconde partie de mon livre passe en revue ces variables essentielles: distribution, politiques sectorielles et extérieures, inflation, investissements... Prenons deux ou trois échantillons significatifs.

limiter la redistribution par le marché

Au chapitre de la distribution, j'envisage, entre autres, les moyens d'éviter cette dynamique infernale

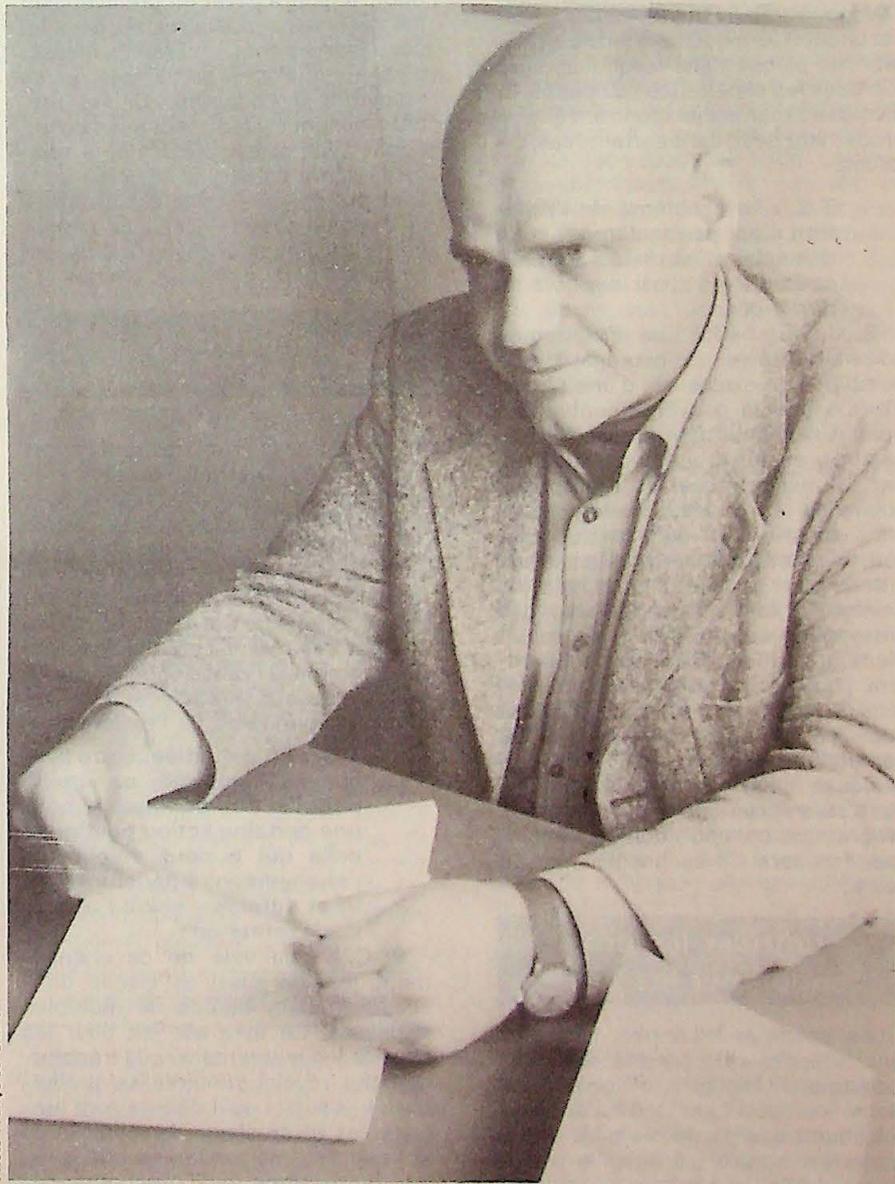


Photo Françoise Claire

s'appeler *La réciprocité générale avec, comme sous-titre L'économie de la bonne société*) qui tentera de contribuer à ce débat un peu oublié.

T.S. : Outre cette question de

que j'évoquais au début de notre entretien: comment faire en sorte que les hausses de salaires fortes et égalisatrices ne soient pas, à terme assez rapide, mangées par l'inflation

du fait de la persistance de mécanismes de marché? La solution à mon avis est de limiter la redistribution par le marché. Je propose donc que le revenu distribué aux travailleurs (et par revenu, j'entends non seulement le salaire versé, mais l'ensemble des biens et services reçus de la société) soit considéré sous trois espèces:

— Un morceau du revenu serait affecté selon les besoins. Ce n'est nullement utopique. En théorie tout au moins, et avec toutes les réserves qu'impose la pratique sociale actuelle, le système de santé, l'enseignement fonctionnent selon ce principe. Il s'agit donc tout bonnement d'étendre ce mécanisme à toute une série de besoins de base: logement, transports, santé, enseignement...

— Une autre partie du revenu serait distribuée selon le travail, sous forme de salaire encore lié aux incitations individuelles du travailleur.

— Une dernière fraction du revenu consisterait en un partage des profits de l'entreprise, obéissant aux incitations collectives.

En faisant, avec le temps, glisser la part relative de ces trois morceaux de revenu, on devrait favoriser cette bonne évolution de la société que j'évoquais tout à l'heure, l'aider à passer du court terme au long terme en évitant les pièges dans lesquelles sont tombées les expériences du passé. Et diverses expériences montrent que ce glissement peut, dans certains cas, aller vite.

T.S. : Le problème de l'inflation n'est pas seulement celui des salaires et de la nationalisation. Il y a aussi le problème des prix...

S.-C. K. : Oui. Le Programme commun prévoit, à cet égard, une combinaison explosive: d'une part, il affirme que le gouvernement engagera une hausse immédiate des salaires et des traitements; d'autre part, il déclare que les entreprises publiques et privées fixeront leurs prix. C'est-à-dire qu'il exclut tout contrôle étendu des prix, et laisse aux entreprises privées l'autonomie de gestion. Dans ces conditions, ces entreprises seront très vraisemblablement tentées, leurs coûts augmentant puisque les salaires augmenteront, de majorer leurs prix, d'autant que les salaires augmentant la demande augmentera... Bref, en quelques mois, le processus inflationniste sera déclenché. Il est vrai que le Programme commun doit être actualisé. Révisera-t-il sa position sur ce point?

contrôler les prix, supprimer les prix

Les solutions? La plus radicale: pour supprimer la hausse des prix, supprimons les prix. Allouons les biens ou services correspondants autrement que par le marché, distribués en nature plutôt qu'en monnaie. Un autre moyen, c'est d'imposer des niveaux de prix par la contrainte publique. Il existe toute une gamme possible de contrôles des prix; à commencer par le blocage des prix des produits de consommation populaire: loyers, alimentation... Ces contrôles

sont indispensables, au moins momentanément, en attendant que des mesures plus profondes soient mises en place. Ces mesures plus profondes vont des politiques macroéconomiques et monétaires «classiques» à la disparition des comportements marchands qui peut intervenir, dans un premier temps, chez les vendeurs désormais soustraits à la contrainte de la recherche du profit maximal, puis dans le public consommateur...

T.S. : Le problème des politiques sectorielles, des modifications de la structure de la production et de la consommation alors que les appareils ne se modifient pas d'un seul coup, pose aussi le problème des ajustements nécessaires et des moyens à mettre en œuvre pour que ces changements ne débouchent, ni sur des hausses de prix, ni sur des manques qui, en système d'économie ouverte, risqueraient d'être comblés par un recours massif à l'importation.

S.-C. K. : Effectivement. Que les importations dépassent les exportations, il faudra payer en prélevant sur les réserves monétaires du pays (et ces réserves sont, en France, épuisables en quelques semaines) ou en recourant à l'emprunt. Or les prêteurs posent évidemment leurs conditions: Wall street prêtera si le remboursement est sûr, si ses propriétés sont protégées — donc soustraites à la nationalisation —, si... La révolution tranquille québécoise a ainsi été contenue dans d'étroites limites.

opter pour une certaine autarcie

Il s'agit donc de modifier rapidement la structure de production, notamment industrielle, du pays — ce qui suppose qu'on intervienne avec une vision des choses à moyen terme et non, comme au Portugal, en agissant «à la semaine» — tout en s'efforçant de réduire l'ampleur du commerce extérieur. Cet effort vers une autarcie relative est possible dans un pays comme la France dont la production est très diversifiée et relativement indépendante de l'extérieur...

T.S. : En définitive, votre livre apparaît comme un guide pour l'action politique — pour une certaine action politique: celle qui a pour objectif le «changement à gauche effectif et durable», selon l'une de vos expressions.

S.-C. K. : La voie de ce changement, je le dis aussi, est étroite, difficile à trouver, bordée de multiples impasses. Ce livre est fait pour les pays et les moments où ces transformations révolutionnaires se produiront. Les sujets qu'il discute sont inéluctables et cruciaux. J'espère donc, et je suis même convaincu, que, avec les discussions qui l'accompagneront, il sera très utile en certains lieux et certains temps. L'an prochain à Paris? En tout cas, préparons-nous.

Propos recueillis par Claude DESLHIAT et François TURQUAN ■

Pour contrôler la commune:
une charte communale,
des listes communales.



ENSEMBLE
BATTONS LA DROITE
LA COMMUNE
AUX TRAVAILLEURS !



congrès constitutif Joinville-le-Pont, 21-22 mai

Le congrès constitutif de la Fédération nationale des élus autogestionnaires se tiendra à la mairie de Joinville-le-Pont les 21 et 22 mai 1977 (1).

Créée à la suite d'un appel lancé par plusieurs dizaines de maires et de conseillers municipaux élus en mars 1977 sur des listes d'orientation socialiste et autogestionnaire, notamment sous l'étiquette du PSU, la Fédération nouvelle se fixe trois objectifs principaux:

- soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle populaire et susciter la prise en charge par les travailleurs et les habitants eux-mêmes de la gestion de leurs affaires;
- lutter contre l'Etat centralisateur et capitaliste;
- préparer les conditions de l'instauration en France d'une démocratie socialiste autogestionnaire.

Projet d'ordre du jour

- Samedi 21 mai
A partir de 14 heures:
— Rapport introductif du comité d'initiative et fixation de l'ordre du jour.

— Travail de commission sur la mise en place de la Fédération (organisation administrative et financière, statuts, orientation, initiatives, expression extérieure, revue).

Des rapports sont en cours d'élaboration sur chacun de ces thèmes afin de préciser les diverses hypothèses de travail.

— Réunion de carrefours pour un premier échange d'informations et d'expériences sur les thèmes suivants (qui pourront être complétés): budget municipal, le plan d'occupation des sols, la commune et l'emploi, la commune et la santé, la commune et l'action culturelle et sportive, les problèmes militaires, les actions en cours.

● Dimanche 22 mai

— Rapport des commissions; débat en Assemblée générale, votes des statuts, du rapport d'orientation, du programme de travail, du rapport expression extérieure - revue; élection des organes dirigeants de la fédération.

(1) Accès par le RER depuis la station de métro Nation. Un billet de réduction SNCF « Spécial Congrès » sera envoyé aux participants.

BULLETIN DE PARTICIPATION

A retourner FNEA, Librairie « La Beluga », 5, rue d'Arras, 75005 PARIS, tél. 633-33-56.

Nom et prénom

Adresse

Participe au Congrès : OUI NON

Demande que la FNEA prévoie mon hébergement le samedi soir

L'heure est à l'autogestion

Dans *Tribune socialiste* n° 739, du 1^{er} mai 1977, Yvan Craipeau rappelait l'histoire de l'autogestion — ou, plutôt, l'histoire des aspirations socialistes, « *autogestionnaires-sans-le-savoir* » puisque le mot lui-même n'existait pas — avant mai 68. Et après ? Yvan Craipeau montre ici comment s'est affiné et précisé un thème qui est désormais au cœur des débats du mouvement ouvrier.

La référence à l'autogestion symbolise en mai 1968 les aspirations des travailleurs à prendre en main leurs propres affaires. Dans l'entreprise et la production, mais aussi dans la vie quotidienne. Elle recoupe des aspirations semblables à l'Université, à l'école et dans tous les secteurs d'activité. C'est sans doute à Nantes que l'alliance des ouvriers, des étudiants et des paysans travailleurs s'affirme alors avec le plus de force et préfigure, pendant quelques jours, le pouvoir des travailleurs.

Mais c'est encore une notion confuse. Elle se définit avant tout négativement — en opposition au réformisme qui vise à la gestion de l'Etat bourgeois, en opposition au socialisme autoritaire et productiviste qui vise à l'étatisation des structures économiques et à la main-mise du parti (ou des partis) sur l'Etat. Elle refuse le « modèle » du prétendu socialisme des pays de l'Est, où les travailleurs sont privés de tout pouvoir, mais ne se reconnaît pas non plus dans le « modèle » yougoslave, où « l'autogestion » se résume au pouvoir des technocrates.

Pour les militants de la CFDT, son contenu positif est lié à leurs propres aspirations à changer la nature même des rapports sociaux — par la remise en cause de la hiérarchie et de la division capitaliste du travail —, la nature des rapports de production, la nature de la production elle-même, la nature de l'école et des appareils d'Etat. Mais tout cela reste vague. La CFDT s'efforcera de le préciser après 1968, notamment au congrès de Nantes (1970).

Il faut d'abord dégager l'autogestion des mythes proudhoniens de « l'atelier à l'ouvrier » : il ne s'agit pas de faire des travailleurs les « propriétaires » de leur usine, mais de mettre sous leur contrôle l'ensemble des moyens de production. L'autogestion ne s'oppose pas à la « planification démocratique », mais elle précise ce que signifie une planification « démocratique ». Par là même, elle pose le problème du pouvoir. C'est ce que rappelle Krumnov au congrès de la CFDT à Nantes : « *Il n'y aura pas plus de planification démocratique que d'autogestion dans le cadre de la société capitaliste... pour tout cela, il faudra que la rupture soit radicale au point qu'on pourrait se poser la question pourquoi, au moment des mesures à prendre, nous arrêter à mi-chemin et surtout pourquoi ce serait à*

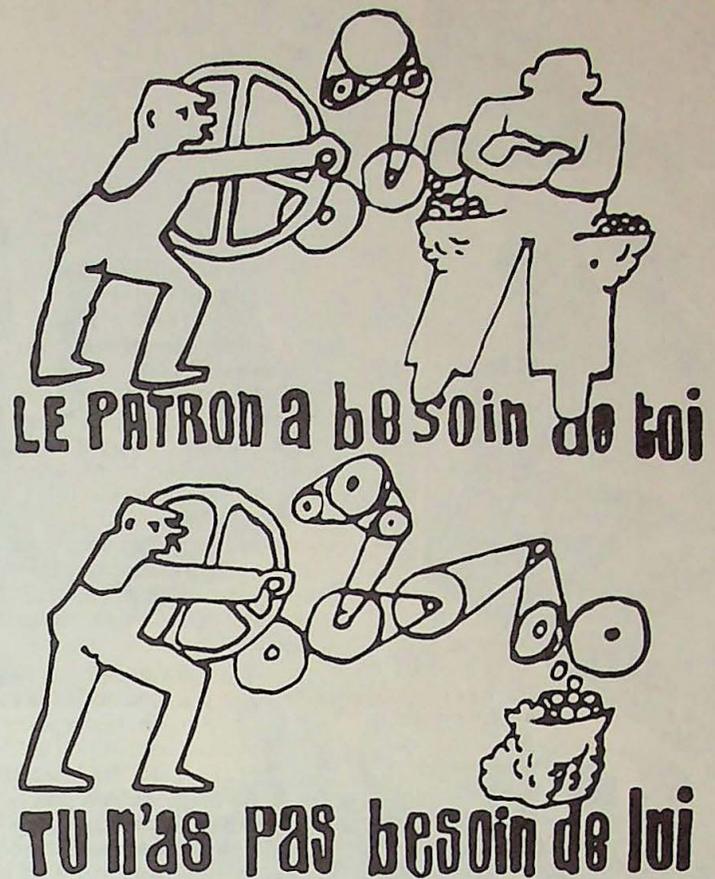
nous, syndicalistes, de tracer les mi-chemins plutôt que d'avancer très clairement l'ensemble des exigences que nous portons pour le socialisme démocratique que nous voulons.

Du même coup apparaissent les objectifs nouveaux de la planification : la satisfaction des besoins réels et non le taux de croissance. « *Le taux de croissance, n'est-ce pas déjà une notion totalement dénaturée, additionnant pêle-mêle les richesses et les gaspillages d'un pays... Nous craignons que dès qu'on se laisse aller, si peu que ce soit, à la séduction du développement de la société industrielle en tant que telle, commence la complicité avec ceux qui sacrifient l'humain au développement du système.* » (Krumnov)

au PSU : contrôler aujourd'hui pour décider demain

L'autogestion ne peut pas être octroyée. Le PSU depuis 1968 a mis au centre de son action la lutte pour le contrôle ouvrier, c'est-à-dire pour la prise de contrôle par les travailleurs (rendements, conditions de travail...) L'idée a fait son chemin.

Mais c'est en décembre 1972 que le congrès de Toulouse fait progresser réellement l'idée de l'autogestion socialiste. Pas sans conflits internes — contre Chapuis, qui voulait seulement montrer qu'une société autogestionnaire était possible en présentant un « projet de société » idéale, et surtout contre Rocard, pour qui l'Etat est un appareil neutre, au-dessus des classes. Le Manifeste « *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* » replace l'autogestion dans la lutte des travailleurs, aujourd'hui pour le contrôle, demain pour le pouvoir, ensuite pour maintenir leur pouvoir contre la bureaucratie et la technocratie : « *L'autogestion ne sera pas octroyée. Elle sera petit à petit imposée par les travailleurs et définie par l'expérience même de leurs luttes et de leurs réalisations, en fonction du développement de leur prise de conscience. Le risque subsistera longtemps de la création d'une nouvelle classe privilégiée d'origine soit technocratique, par sa puissance au sein des directions d'entreprises, soit bureaucratique, par sa relation avec les appareils politiques et administratifs.* »



Affiche mai 68

Le Manifeste souligne la nécessité des conseils ouvriers et des comités populaires : « *L'autogestion n'est possible qu'après la prise du pouvoir par les travailleurs et le renversement de l'Etat capitaliste. L'objectif prioritaire est l'appropriation collective des moyens de production et aussi de distribution... Cela ne résoud aucun des problèmes fondamentaux que se posent les travailleurs, mais permet de créer les conditions d'un bouleversement possible des rapports de production et des rapports sociaux.* »

Mieux que dix manifestes, la lutte exemplaire des travailleurs de Lip va, en 1973, en faire la démonstration. Krumnov en résume ainsi l'importance : « *Ce qui est le plus percutant dans le conflit de Lip n'est pas l'ampleur de la solidarité ou la constante recherche de l'unité d'action, mais la prise de pouvoir des travailleurs en grève sur une partie de l'instrument de production. C'est la première fois que des travailleurs ont décidé de s'approprier une partie de l'actif de l'entreprise et de le gérer en fonction de leurs besoins (ou plutôt de leur survie) avec une telle ampleur. Tout d'abord par la voie très classique de l'occupation de l'entreprise, mais surtout en prenant possession des stocks de montres, de pièces détachées et en décidant de continuer la production et d'en assurer la vente à leur profit. Rarement la prise de pouvoir collective des travailleurs est allée si loin.*

C'est à partir de ces initiatives nouvelles, en mettant en cause la légalité capitaliste, en mettant en place, de fait, une légalité et un pouvoir ouvriers, que les travailleurs de Lip ont ouvert une brèche et indiqué une direction stratégique. »

une idée contagieuse

Cette stratégie autogestionnaire n'a évidemment rien de commun avec la caricature que donne de l'autogestion le Parti socialiste — resucée de la cogestion allemande et de la « participation ». Comme le socialisme et le communisme, l'idée de l'autogestion est récupérée, précisément parce qu'elle correspond aux aspirations des masses populaires. Les sondages ont montré que la majorité des

ouvriers et des jeunes se reconnaissent dans la lutte des Lips. Des dizaines d'entreprises suivent l'exemple de Besançon.

Mais les aspirations autogestionnaires ne s'expriment pas seulement dans les entreprises. Elles progressent au niveau des municipalités, suivant l'exemple de Louviers. Les anciennes associations familiales se transforment : locataires et habitants de quartiers prennent en charge leurs problèmes. Les femmes et les jeunes retrouvent, à l'occasion, les motivations et les espoirs de 1968. Les soldats constituent leurs comités et commencent à exiger leur droit à se syndiquer. Les minorités nationales s'expriment et réclament le droit des populations à l'auto-détermination. Les écologistes dénoncent les nuisances de la production capitaliste et invitent la population à réagir...

vers une puissante force politique autogestionnaire

Les élections municipales ont révélé la force de ce courant, encore hétérogène et confus, et ses tendances communes : l'espoir en un changement de société et de pouvoir, l'aspiration à la démocratie directe, la volonté d'unité contre la droite mais aussi la défiance à l'égard de la gauche traditionnelle. L'intervention des militants autogestionnaires dans la crise politique et sociale de 1978 en décidera pour une bonne part l'issue : ou bien un simple changement gouvernemental, ou bien une avancée vers le pouvoir des travailleurs et le socialisme.

Regrouper dans l'action les militants du courant autogestionnaire, les aider à élaborer ensemble un programme cohérent et une stratégie : telle est la tâche principale du moment. Le congrès du PSU de Strasbourg en a défini les moyens. Il s'agit de préparer, à terme, l'émergence d'une force politique autogestionnaire capable de peser efficacement sur les événements. Non pas un parti qui cherche à prendre le pouvoir et à diriger les travailleurs, mais un *intellectuel collectif* qui leur permette de se diriger eux-mêmes.

Y. CRAIPEAU ■



fête du PSU

Débats et forum autour de :

● les nationalisations ● l'Etat ● l'information : des radios locales aux monopoles d'Etat ● stratégie des luttes ● écologie et lutte des classes ● libertés et droits des minorités.

● Djamel Allam ● Carlos Andreou ● Aquarium ● Assum Bereju ● Evan Chandlee Quartet ● Mime Duval ● Carmagnolle ● Crescendo ● Moelleux ● Imago ● Font et Val ● Jacques Higelin ● Pierre Dieghi ● Le clown Kergrist ● Yvan Labejof ● Little Bob Story ● Mama Bea ● Manduka ● Les Maringoins ● Nous chantons ne vous déplaie ● Parkings ● Pieds joints ● Les Jeanne ● Quarteto Cedron ● Martin Saint-Pierre ● Ritacalfoul ● Michel Ripoché ● Rufus ● Roger Siffer ● Cecil Taylor ● Téléphone ● Daniel Humair Réunion ● Pierre Vassiliu ● Workshop de Lyon ● X Tet d'Annecy ● Théâtre du Levant ● Théâtre Universitaire de Rouen ● Troupe Z ● Julos Beaucarne ● Théâtre à bretelles ● Lubat ● Gong ● Jongleurs ● Bals ● Tri Yann ● Musique contemporaine.

Achetez vos billets avant la fête : 20 F pour les deux jours ; (sur place ce sera 20 F par jour). Vous pouvez les commander au PSU, 9, rue Borromée.

où acheter les billets

1° Parallèles, 41, rue St-Honoré, 3° Z-Découverte et culture loisirs, 13, rue de Vertbois. 4° Joueurs de A, 9, rue des Lions-St-Paul. La puce à l'oreille, 19, rue des Rosiers. La Canaille, 4, rue Crillon. Rouge, 10, impasse Guéménée. 5° La Beluga, 5, rue d'Arras. La Chasse au Snark, 135, bd St-Michel. L'Echappée belle, 1, rue Gracieuse. Le Tiers-pède. Librairie Simoneau, 10, rue Tournefort. 6° La Pensée sauvage, 7, rue de L'Odéon. L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents. Entente, 12 bis, rue Honoré-Chevalier. 7° Le Temps de Lire, 50, rue de Babylone. 10° Politique Hebdo, 14-16, rue des Petits-Hôtels. 11° Cinéma 14 Juillet, 4, bd Beaumarchais. Le Monde libertaire, 3, rue Ternaux. 12° Librairie 1984, 9, rue Pleyel. 13° L Bouquinerie, 11, rue Barrault. 14° Contre-Jour, 19, rue de l'Ouest. Atmosphère, 7-9, rue de F.-de-Pressensé. 15° Librairie Syros, 9, rue Borromée. 17° Librairie de la Jonquière, 95, rue de la Jonquière. 20° Agora, 371, rue des Pyrénées. Front wcbertaire, 33, rue des Vignolles. Clamart Librairie de la Mairie. Noisy-le-Sec, le Temps des Cerises, 96, rue Jean-Jaurès.

briser la chaîne

Amisol : l'amiante tue toujours

Il y a deux ans, en décembre 1976, l'usine Amisol à Clermont-Ferrand fermait ses portes. Cette entreprise qui traitait l'amiante a tué bien après sa fermeture. Il faut, en effet, ajouter deux décès aux neuf qui avaient été occasionnés par ce travail inhumain. Ils ne semblent pas émouvoir les pouvoirs publics.

C'est ce que constate la Fédération nationale des industries chimiques : « A quelques kilomètres de Chamalières, fief de Giscard d'Estaing, des hommes et des femmes meurent doucement dans l'indifférence totale des pouvoirs publics et du patronat. Les autres attendent de connaître l'issue fatale, quelques mois pour les uns, quelques années pour les plus « chanceux » en vivant de misérables subsides — pas même la moitié du SMIC que les Assedics continuent de dispenser en recourant aux dérogations. C'est un scandale qui en vérité n'a pas de nom.

rien n'a été fait

Voilà 29 mois qu'une centaine d'hommes et de femmes frappés d'abestose (maladie provoquée par l'amiante) désespèrent que les engagements pris le 27 juillet 1976 par le ministre du Travail soient respectés. Quels étaient-ils ? La CGT les rappelle : « Un examen médical spécifique d'exploration fonctionnelle sera proposé à tous les salariés de l'entreprise, qui seront aidés dans leurs

démarches par les services départementaux. Cet examen ne sera pas à la charge des salariés. Une information spéciale des salariés sur leurs droits sera en outre effectuée. Un effort particulier sera engagé avec toutes les autorités locales pour le reclassement et éventuellement la reconversion des salariés qui n'ont pas pu encore retrouver un emploi, recours à la formation professionnelle. Le Conseil supérieur d'hygiène industrielle sera appelé à se prononcer sur des projets de modification des textes relatifs à la prévention et à la réparation de l'asbestose professionnelle. »

le patronat soigne son image

Or rien n'a été mis en œuvre. Cela n'empêche pas les patrons de l'amiante d'éditer « un livre blanc », de multiplier les séminaires et campagnes d'information pour prouver qu'ils se « penchent » sur la santé des travailleurs, les 14 500 travailleurs qui en dépendent, attendent toujours une mise en application de l'accord conclu



Photo Adja

paritairement en 1947 sur les conditions d'hygiène et de sécurité dans cette industrie. Le patronat soigne son image demarque, mais ne soigne pas les ex-salariés d'Amisol.

Le CNPF dans son bulletin « Notes et Documents » d'avril dernier, commentait les statistiques de 1975 publiées sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, se félicite de la légère baisse enregistrée dans le nombre des accidents. Il est à noter qu'il se base notamment, pour justifier un tel jugement, sur les taux d'invalidité attribués à la suite

d'accidents graves. Quand on observe le cas d'Amisol, la création d'anti-médecins du travail, les pressions exercées (dans les mines par exemple) pour déterminer des taux d'invalidité les plus bas possible, on peut trouver cet optimisme un peu suspect. L'ex-patron d'Amisol n'est pas une brebis galleuse. Tout le troupeau est à son image : les discours humanistes ne cachent pas la course à la rentabilité, le mépris de la vie et des conditions de travail des ouvriers.

Y.S. ■

Ixeco : malgré toutes les menaces

Le matin du 28 avril, dans la manifestation des grévistes à Saint-Etienne, on remarquait un groupe important de jeunes travailleuses en anoraks rouges : les ouvrières d'Ixeco, en grève depuis le 8 mars. Elles occupent leur usine depuis le 21 mars, après l'échec des pourparlers avec la direction et la menace de licenciement et d'expulsion d'un de leur délégué, travailleur immigré.

Ce conflit est mené par des femmes. Il y a, parmi les grévistes, 60 ouvrières et 2 hommes qui font partie du personnel d'encadrement. Cette petite usine d'habillement a trois ateliers : un à Sorbiers, dans la banlieue de Saint-Etienne, actuellement occupé, un à Saint-Etienne et un en Tunisie. Elle emploie 140 personnes, en presque totalité du personnel féminin, sauf pour les emplois de la maîtrise et de bureau.

« pensez à votre famille... »

Le cahier de revendications élaboré en février tenait compte d'ailleurs de cette réalité : il demandait, outre 6 % d'augmentation, le 13^e mois, l'intégration des primes, 6 jours rémunérés par an pour la garde des enfants

malades, un congé de maternité porté à seize semaines et la 5^e semaine de congés payés.

La situation des ouvrières qui « occupent » se ressent aussi de leur condition de femme : souvent très jeunes (la plupart ont entre 16 et 20 ans) elles doivent faire front à l'attitude souvent hostile des parents et des maris. Quand nous sommes allés les voir dans l'usine occupée (avec Roger Charlat, maire adjoint, Jean Brousse, chargé des problèmes des immigrés à la mairie de Saint-Etienne et Claudette Gaillard, conseillère municipale), un mari venait, menaces à l'appui, chercher sa jeune femme, en lui reprochant de ne pas s'occuper de son bébé de huit mois... La direction sait tout cela, et envoie aux familles des lettres individuelles où on lit : « Pensez à votre famille, à votre emploi... Quand on sait que ces ouvrières font, pour

beaucoup, 54 km par jour pour venir à l'usine, on mesure leurs difficultés personnelles.

Quatre immigrés sont délégués du personnel. Et la population ouvrière des ateliers compte en majorité des Algériennes, des Italiennes, des Portugaises. Durant les négociations très houleuses, un délégué, Béchir, a été menacé d'expulsion sous prétexte que l'action d'occuper l'usine le mettait en situation d'illégalité. Devant les revendications, la direction a répondu par des brimades, des insultes, notamment en direction des militants syndicaux immigrés.

une direction qui s'organise

Inutile d'ajouter que ce conflit est difficile : le délégué CGT de l'entreprise (qui s'excusait de trop parler à la place des travailleuses... mais qui parlait tout de même à peu près seul), expose avec objectivité des problèmes :

« La direction fait « façonner » une bonne partie de la production à l'étranger (Italie, Malte, Tunisie) ou par des petits ateliers de sous-trai-

tance de 10 à 15 personnes. Etant donné la situation économique, ces ateliers acceptent les pires conditions. Dans la zone où se trouve l'atelier occupé, de nombreuses petites entreprises ont aussi réduit leurs effectifs et les heures de travail. »

Au début du conflit, la direction a fait intervenir des membres du personnel d'encadrement qui ont réussi, après de véritables bagarres (trois ouvriers blessés) à « sortir » de l'atelier presque tout le stock de tissu. Mais la solidarité s'est organisée. La CGT (seule organisation syndicale de l'entreprise) a appelé à la manifestation. La mairie de Saint-Etienne a apporté un soutien financier. Des délégations viennent rencontrer les ouvrières.

Une petite entreprise en grève parmi d'autres, sans doute, mais où — le phénomène est plus rare — des femmes immigrées, jeunes, et sans grande expérience de lutte jusqu'à présent, on décide qu'on ne pouvait pas indéfiniment tout accepter. Comme le dit un de leurs tracts : « Nos revendications sont des éléments indispensables pour vivre digne-ment ».

Huguette BOUCHARDEAU ■

CFDT : des projets pour les cadres

« Ingénieurs et cadres pour quel travail ? » Sous ce titre, l'union confédérale des cadres CFDT, l'UCC, a décidé de lancer une campagne. Elle sera marquée par treize ou quatorze débats régionaux et culminera, les 3 ou 4 juin prochains, dans un grand rassemblement à Paris.

Les ingénieurs et cadres sont dans la plupart des cas des salariés au même titre que tous les travailleurs. Mais ils s'en différencient par bien des aspects : salaires plus élevés, mode de vie et surtout participation plus grande à l'élaboration des décisions économiques et à l'organisation du travail. Flattés par les uns, honnis par les autres, les cadres ont de plus en plus l'impression d'être situés entre le marteau et l'enclume.

des agents conservateurs...

C'est dans cette situation que le pouvoir entend les maintenir. Beullac se faisant alors le chantre de la lutte contre la politisation dans les entreprises (Haby le complète aujourd'hui sur un autre front : les lycées), déclarait en substance le 5 janvier dernier : « Les cadres sont un élément important de la vie de l'entreprise. Ils peuvent être amenés à jouer un rôle essentiel dans l'équilibre social. »

Entendez par là : à eux de freiner la lutte de classe. L'UCC analyse pour sa part le processus qui conduit les cadres à jouer ce rôle : il y a eu plusieurs phases. Au début de l'ère industrielle le cadre s'identifiait au chef d'entreprise. Le projet qu'il se donnait était celui d'un fondé de pouvoir du patronat. Au sortir de la seconde guerre mondiale, le redressement de l'économie du pays exigeait que le projet offert aux cadres soit celui du pari technique. Dans les années soixante la nouvelle croissance capitaliste a vu le développement du nombre de salariés ingénieurs et cadres. Le projet qui leur a alors été proposé fut celui de la gestion. Dilution des compétences, adaptation difficile, redistribution des tâches : le malaise a commencé à naître à cette époque, axé sur une défense corporatiste.

Puis vint la crise. Les cadres ont connu alors, tour à tour, la mise en cause de leur fonction d'encadrement, le chômage, la parcellisation des tâches. Dans cette situation, la classe dominante demeure incapable de leur offrir un autre projet que celui de devenir les agents de conservation du système.

Certains d'entre eux commencent à en être conscients. Beaucoup bien sûr, la majorité même, restent d'ardents défenseurs de leurs privilèges. Allant dans le sens du poil, la CGC assure l'expression de ce corporatisme. Elle veut lui donner aujourd'hui

une signification politique. Son secrétaire général, Yvan Charpentier, avec sa participation aux GIR (Groupes Initiatives et recherches), veut regrouper les cadres avec les petits com-

de presse de l'Union générale des cadres, il y a une semaine, déclarait : « On aurait tort de prendre les cadres pour des analphabètes politiques et sociaux. » Il est vrai qu'une prise de conscience mûrit, que des contradictions se font jour. Mais que la gauche prenne garde, renchérisse l'UGC : elle « ne saurait se suffire de la reconversion, parfois rapide, de certains cadres dirigeants ou de hauts fonctionnaires vers elle, qui peut parfois poser problème, car elle comporte des risques de technocratie ou de bureaucratie... La compétence et la cohérence économiques ne sauraient suffire, pas plus que la prise en charge d'intérêts catégoriels, tous azimuts ».

changement avec risques

Selon l'UGC, les cadres dont les rôles sont en pleine décomposition, bien que leurs privilèges demeurent

- CADRE SUPERIEUR .41 ans -
BRANCHE : INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

- 17 ans d'EXPERIENCE dans :

développement, production, vente, service après-vente, offres, sous-traitance, relations humaines, négociations technico-commerciales à haut niveau européen et parfois mondial.

- AYANT UNE DEMARCHE PRAGMATIQUE ET DES QUALITES DE CARACTERE ET D'ENERGIE

- Parfaitement trilingua : FRANCAIS-ANGLAIS-ALLEMAND
Connaissances : Russo - Espagnol
- Diplômé de SCIENCES-PÔ + HEC + HARVARD

AUX PRISES AVEC UN BOUTON DE CULOTTE



merçants, petits et moyens patrons, gros agriculteurs, un rassemblement réactionnaire. Prétexte ? Regrouper les couches moyennes. Contesté au sein même de la CGC, Charpentier risque bien d'être minoritaire à la fin du mois, lors du prochain congrès de cette organisation.

La grande masse des cadres repoussent cette perspective. Edmond Maire, lors d'une conférence

(même érodés), méritent un langage clair. Elle les invite donc à passer de la seule innovation technique à l'innovation sociale, dans le processus de planification démocratique en lien avec les autres salariés. Partage des responsabilités, des pouvoirs, concertation, fin des décisions arbitraires : c'est le *changement avec risques* qu'avance la CFDT. Ce risque est précisé : « Nous tromperions les cadres si

nous ne leur disions pas que cette économie sera basée sur la solidarité et qu'elle s'attaquera aux inégalités... Nous renouvelons notre proposition d'harmoniser, progressivement les grilles de salaires, de fixer le départ des grilles au niveau du SMIC revendiqué (2 200 F actuellement) et de réintégrer les plus hauts salaires en leur sein, en instituant un niveau de 12 000 F à partir duquel le salaire ne suivrait pas automatiquement le coût de la vie. »

Ce langage va à contre-courant des discours actuels de la gauche, même si, comme le reconnaissait E. Maire, le PCF a fait un pas en avant en proposant, dans le cadre de la réactualisation du Programme commun, de ramener la hiérarchie salariale de 1 à 5. Pourtant, face à une droite divisée et incohérente, on ne peut masquer la réalité et la vérité sur le rôle que joueront les cadres dans l'entreprise de demain. Le spectre des « camionneurs chiliens » a été, a contrario, avancé contre le projet CFDT : « Vous leur demandez d'abandonner leurs privilèges, de partager leur pouvoir de décision et, de plus, vous souhaitez qu'ils participent au socialisme. Ils ne marcheront pas. Ils rejoindront le camp réactionnaire... »

un pari idéaliste ?

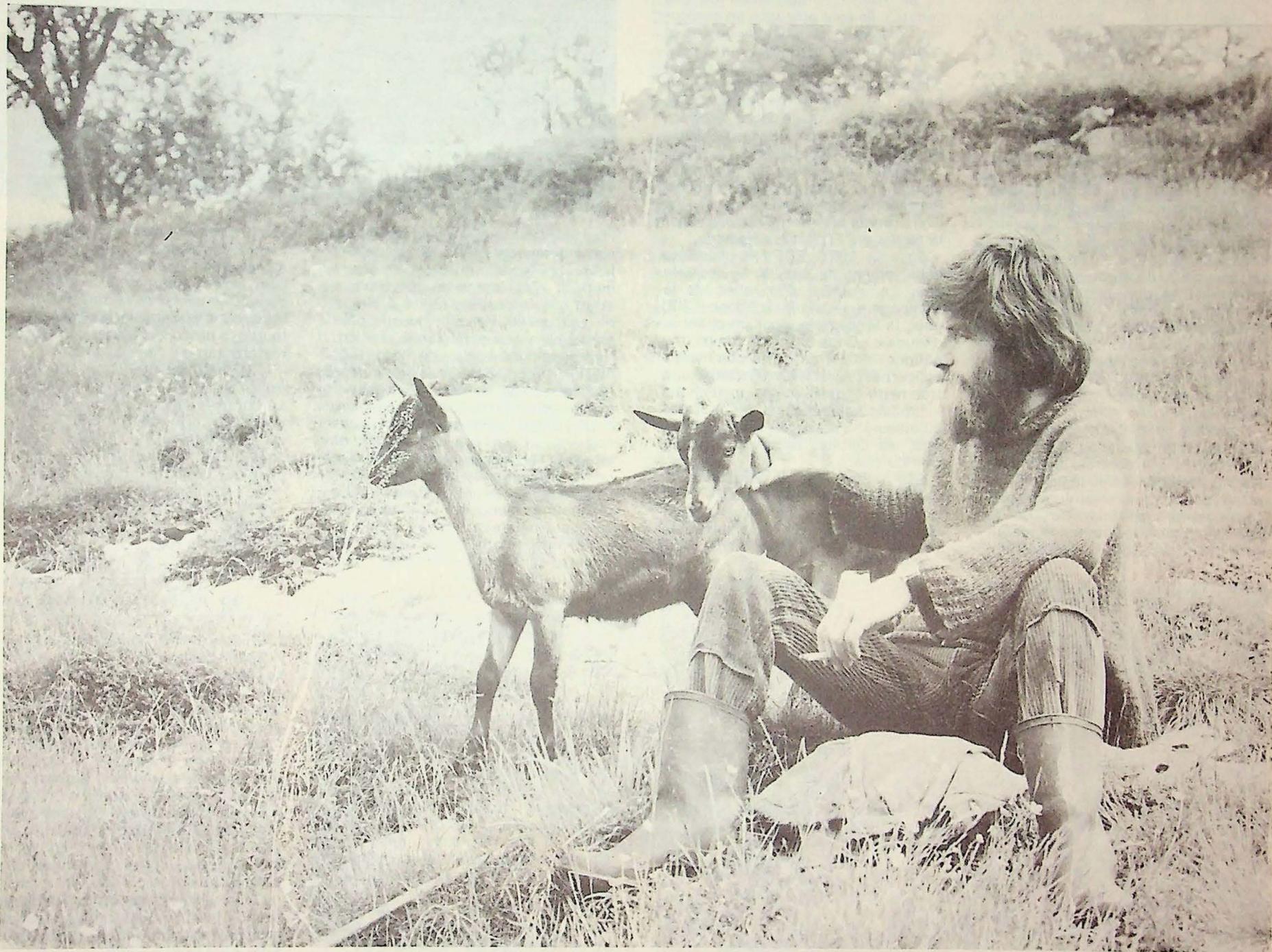
Forte de ses 40 000 adhérents, l'UCC-CFDT prend le pari. Parce que les cadres constituent un enjeu des rapports de productions et des rapports sociaux de la société capitaliste avec une place particulière et des problèmes spécifiques, elle veut mettre fin au poujadisme, à l'obscurantisme. Ainsi se substituerait « à une autorité basée sur la cooptation et l'allégeance, une autorité basée sur le contrôle collectif et la délégation de responsabilités ». Décentralisation des pouvoirs, concertation, contrôle de la base, le permettraient. Cela suppose aussi que les ingénieurs et cadres intègrent, dans l'exercice de leurs fonctions, des logiques autres que celles qui président actuellement (rentabilité à court terme, productivité...) à l'organisation du travail, telles que : la santé des travailleurs, le développement de leur compétence...

Il est vrai qu'aujourd'hui, les accidents du travail mettent les cadres dans une situation de plus en plus insoutenable. On leur fait porter le chapeau. Certains sont inculpés pour des décisions dont ils n'ont pas la maîtrise, même si beaucoup ne les remettent pas encore en cause. Malgré l'obligation au secret (préservation du statut de compétent) et la répression, certains cadres ne se taisent plus. La logique de la défense des privilèges cède peu à peu le pas à une contestation du mode de développement, à une dénonciation de la neutralité du progrès technique.

Optimisme ? Idéalisme ? Peut-être... Un phénomène en tout cas se produit. Ne pas le laisser être dévoyé dans la course à la bureaucratie ou dans la défense bornée des statuts sociaux, voilà une tâche importante. On peut se féliciter qu'elle soit menée et aider à son aboutissement.

Jean-Yves SPARFEL

Drôme-Ardèche : du nucléaire et des chômeurs



Drôme et Ardèche, deux départements de part et d'autre du Rhône entre Lyon et Avignon. Des caractéristiques sont communes à ces deux départements.

● Au plan industriel d'abord :

— Le textile avec les moulins implantés depuis des années dans la Drôme et l'Ardèche. Ils ferment progressivement à cause de la restructuration de la production française : 2 000 suppressions d'emplois prévues pour assainir la situation ; fermeture progressive du RPT à Valence et la Voulte pour cause de restructuration internationale.

— La chaussure : dans la région de Romans, fermetures et compressions sont nombreuses. Là aussi, le plan prévu est clair : 2 à 3 000 suppressions d'emplois.

— La mécanique : même tableau, restructuration oblige.

● Au plan agricole

Les difficultés des arboriculteurs sont connues. Ils ont à lutter contre la désorganisation du marché, les importations souvent irrégulières. Ils exigent la garantie d'un revenu minimum. La

seule réponse du pouvoir, c'est la répression et les tribunaux. L'alternative est simple : une agriculture à dimension humaine avec des rapports de coopération ; ou un instrument à la solde des trusts agro-alimentaires et des capitalistes...

● Au plan touristique

Des rapports sur l'aménagement du territoire font apparaître une certaine répartition des rôles : dans la Drôme, un tourisme « de luxe » avec résidences secondaires et équipements *chics* ; dans l'Ardèche, des propriétés entières laissées à la spéculation foncière où les étrangers, surtout Hollandais et Allemands, se montrent à la hauteur. Cette région de la vallée du Rhône moyen apparaît bien comme un enjeu économique et social important. Mais pourquoi lier l'essor du chômage (plus de 12 000 chômeurs et l'implantation des centrales nucléaires ? Le rapprochement peut paraître rapide. Pourtant c'est un des éléments du chantage actuel : pour avoir du travail, il faut de l'énergie ; il faut des centrales nucléaires.

Nous allons dans ce dossier examiner cela d'un peu plus près.

Le programme nucléaire de Messmer-Giscard prévoit un réseau dense d'implantation de centrales à travers la France. Un point fort : le Rhône épine dorsale de ce plan. La vallée du Rhône moyen est le noyau de ces implantations, avec du Nord au Sud : St-Maurice-l'Exil, St-Paul-les-Romans, Soyons, Cruas-Meysses, « Pierrelatte », St-Etienne-des-Sorts (Gard).

explosion écologiste contre le nucléaire

Aussi n'est-il pas étonnant que, depuis quelques années, des groupes écologiques antinucléaires se soient formés dans la région. Au départ, peu nombreux, qualifiés d'irresponsables par beaucoup, ils organisent en septembre 1974 une manifestation à Pierrelatte contre l'implantation d'« Eurodif », usine d'enrichissement d'uranium naturel dont le fonctionnement exige à lui seul l'implantation de 4 centrales de 1 000 MWe. Le PSU et ses militants participent à cette manifestation.

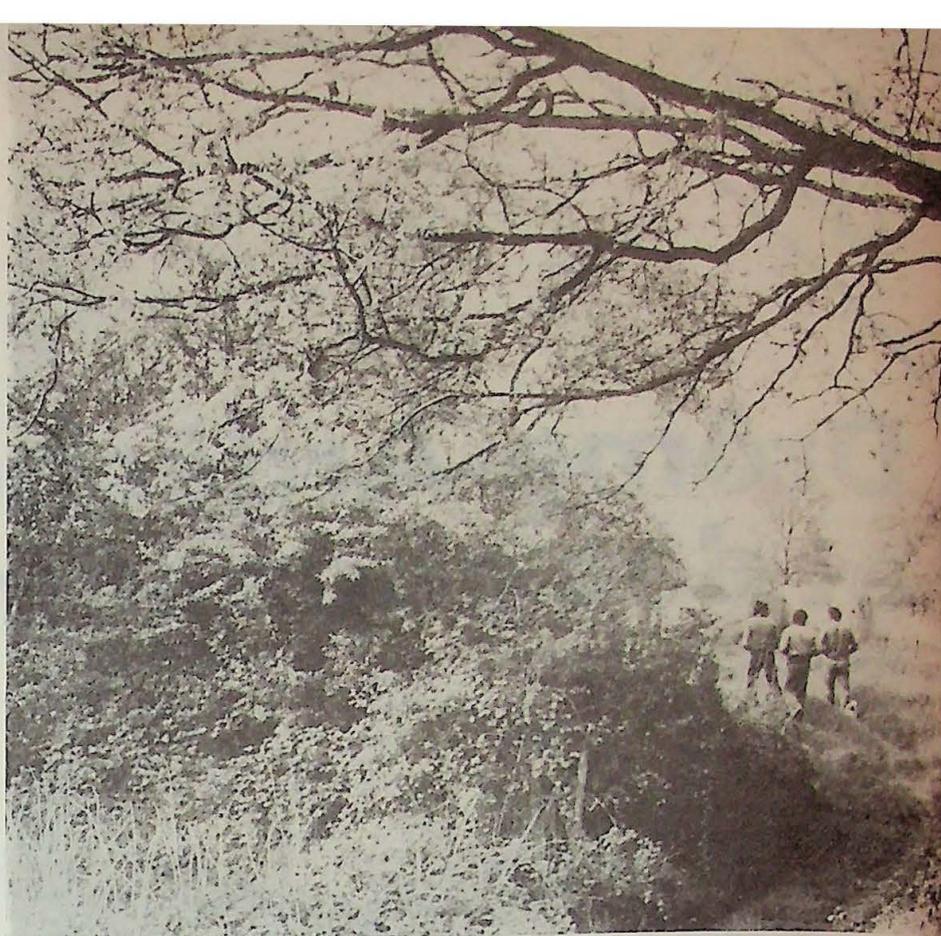
Il semble qu'il y ait ensuite une démobilitation. Jusqu'au moment où l'on parle d'une centrale à Soyons. Les populations locales regimbent, le mouvement antinucléaire reprend. Devant cette opposition, le site de Soyons est mis en sommeil. Apparaît alors le site de Cruas où, pensait-on,

contribuent logiquement à la création de comités de défense locaux qui multiplient les réunions d'information sur le nucléaire. Aux côtés des écologistes, des militants du PSU participent en tant que tels à des réunions et au travail d'information de ces comités. Ils sont présents, en particulier, lors de l'occupation du site de la centrale en août 1976. D'autre part, pour sensibiliser l'opinion, un bulletin d'information régulier est édité à l'initiative du Comité de défense de Cruas-Meysses : *Le Rocher de Métri* (abonnement, commandes ; Mairie de Meysses 07400 Le Teil).

Pendant ce temps, le gouvernement, par l'intermédiaire d'EDF... Reprenons schématiquement les événements afin de mieux apprécier la tactique d'EDF et les ripostes.

En août 1976, EDF fait passer le déboisement du site de la centrale pour un chantier d'entretien de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) puis, le lendemain, pour un chantier d'études... Dans le même temps une pétition circule dans les communes concernées qui fait apparaître une très nette opposition des populations — moins nette cependant à Cruas qu'ailleurs. S'appuyant sur ces résultats, les comités décident l'occupation du site.

EDF diffuse ensuite largement un tract « Centrale information » dont nous citons quelques extraits pour montrer à quels procédés en arrive un service public. (Aujourd'hui, EDF



Pour démobiler les populations, un agent prospecte le site. But ? Acheter les propriétés à l'amiable, ce qui permettrait d'entreprendre les travaux avant que le décret d'utilité publique ne soit publié. Le tout, pour le plus grand bien des populations locales, comme le dit une lettre de mars 1977 d'EDF : « *Nous aborderons aussi cette réalisation avec le désir de donner à la population environnante la sécurité la plus totale, de respecter l'environnement auquel elle est justement attachée et de faire en sorte que notre implantation soit bénéfique pour tous* ». Ce avant de connaître les résultats de l'enquête d'utilité publique qui finalement « révèle » plus de 1 000 oppositions. Voilà l'électricité promise dans tous les villages perdus de l'Ardèche. Le rêve !

Mais la réalité de la région quelle est-elle ? Nous sommes au confluent de quatre couloirs aériens fréquentés par de gros avions. EDF avoue « *qu'il est pratiquement impossible d'évaluer les effets secondaires des impacts* ».

Les habitants ont constaté que les barrages sur le Rhône ont entraîné une augmentation des brouillards en durée, intensité et capacité à remonter les vallées avoisinantes, que renforcera la chaleur dégagée. Les conséquences sur les cours d'eau risquent d'être tragiques. Rappelons simplement qu'avec le programme prévu, le Rhône passerait de 18°-20° à 25°-27°.

Enfin, et ce n'est pas le moindre risque, sur Cruas-Le Teil existent trois cimenteries. Or que se passera-t-il en cas d'implantation d'une centrale ? Une cimenterie produit beaucoup de poussière et chaque grain est un noyau favorisant la création de pluie... Les tours prévues rejettent 72 000 tonnes de vapeur d'eau à l'heure. Les poussières se déposeront sur les appareillages, les tours, les filtres. Un document confidentiel d'EDF admet : « *ces questions n'ont pas été regardées* ».

Les cimenteries utilisent des explosifs : des tonnes près de la centrale... C'est un problème... non ? Et le stockage des 8 000 tonnes de fuel nécessaire au fonctionnement des 3 nouvelles unités prévues ?... et les tirs de mines ?...

C'est peut-être pour toutes ces raisons que le projet d'extension des cimenteries a capoté. De plus, le directeur aurait affirmé, lors d'une réunion avec les délégués du personnel, que s'il est reconnu que l'usine actuelle re-

crache trop de poussières, EDF en demandera la fermeture... Alors combien d'emplois non créés : 50-100 ? Et combien seront supprimés ?... Tout cela, pour 30 emplois nouveaux prévus pour les habitants. Sans parler des agriculteurs qui devront partir et de ceux qui resteront et qui seront ruinés.

Un dernier problème spécifique enfin. Le site en projet est inondable. La centrale devrait se construire sur une plate-forme de 3 millions de m³, où prendra-t-on le gravier nécessaire ? Les 135 ha prévus seront à coup sûr largement dépassés.

Qu'en disent les partis politiques ?

- A droite, les inconditionnels : sachons à qui profite le crime et où vont les gros sous...

- A gauche, c'est plus nuancé.

au PCF : oui et non

— Pour le PC évoquons 3 voix : Celle d'abord de M. Chaze, maire de Cruas, réélu depuis 20 ans. « *Il importe pour Cruas de profiter de l'affaire si elle se fait. Hall des sports, équipements scolaires, rétablissement du service voyageurs SNCF. La population a l'habitude des risques avec les coups de mines, la poussière, les gaz des cimenteries. Nous n'avons donc pas peur de la construction. Des écologistes ne permettent pas le débat (aux débats, on ne l'a jamais vu), ils font de la désinformation.* »

Celle de la fédération de l'Ardèche du PCF ensuite : « *Notre parti, qui est attaché à l'indépendance nationale et lutte pour la défense des intérêts des travailleurs et de la population, est conscient de la nécessité de trouver des sources d'énergie, c'est pourquoi nous sommes favorables à l'énergie nucléaire (...) et contre le programme aventuriste de Giscard.* »

Celle enfin de Vincent Labeyrie, membre du comité central, à Privas : « *c'est un non, non aux centrales nucléaires du pouvoir giscardien, donc non à la Centrale Cruas-Meysses.* » Allez vous y retrouver là-dedans.

au PS, la voix d'EDF

— Pour le PS : d'un côté il donne son accord de principe contre l'électronucléaire, mais le présente comme seule solution à l'horizon 1980-1990. Il semble que cela signifie non à la centrale dans cette région, mais oui



les habitants seraient plus « sages ». Erreur. Là encore, la réaction progressivement s'organise. Le PSU joue un rôle actif dans l'organisation de cette riposte.

La Fédération Drôme/Ardèche présente une candidate aux élections cantonales de mars 1975 sur le canton qui comprend sur son territoire les communes de Cruas et de Meysses. Les résultats sont décevants en termes électoraux (3,5%), mais la campagne, menée sous forme de contacts multipliés, permet un élargissement de notre audience et amène à poser le problème nucléaire. C'est l'occasion de relancer la popularisation par des affiches, des tracts, des articles de presse et la présence sur les marchés. Les réunions publiques qui suivent à Meysses, au Teil connaissent un réel succès. Elles

continue d'envoyer des lettres nominatives aux habitants de la région pour les « informer » et se disculper. Le 15 avril, nous avons enregistré la 16^e lettre !, « *Les besoins en énergie du Sud-Est ont amené à choisir ce site... Sa production économisera annuellement 1,5 milliard de fuel* » (et les devises pour l'uranium et les brevets ?). « *En fonctionnement, elle rejettera, sous contrôle, quelques produits ionisants sous forme liquide ou gazeuse* » (quels contrôles ? et quelles conséquences ?).

La centrale comporte des tours de réfrigérations pour limiter l'augmentation de la chaleur des eaux du Rhône : 4 tours de 165 m !

L'opposition s'est organisée ; une réunion publique et contradictoire a eu lieu en octobre 1976. EDF affirme que la centrale se fera malgré tout.



Photo Collombert

ailleurs. Le PS semble l'enjeu d'une lutte importante entre la base et les « experts » où l'on retrouve quelques dirigeants d'EDF.

le nucléaire est dangereux

● Pour le PSU : Le nucléaire est dangereux, cher, inutile. Il relève d'abord les dangers pour la population et l'environnement, dangers souvent relevés par les écologistes : irradiations importantes pour les travailleurs dans les mines et les centrales ; incertitudes quant aux conséquences des faibles doses sur une population et ses descendants ; augmentation du taux de leucémie ; radioéléments en quantité non négligeable dans la nourriture ; la gestion des déchets n'est pas réglée...

Il souligne aussi les risques d'accident dans la chaîne nucléaire. Des inconnues subsistent en ce qui concerne les sécurités en cas d'arrêt du refroidissement du cœur de la centrale. La Grande-Bretagne estime qu'il existe des risques de rupture de cuve (les experts français écartent cette hypothèse). Et puisque le plan Orsec peut aller jusqu'à l'évacuation de la population de tout un secteur... L'optimisme inébranlable ne serait donc qu'une façade ? Dans les surgénérateurs, les risques apparaissent, eux, effrayants, compte tenu de la masse fantastique de plutonium et de sodium qu'ils contiennent : aux USA, on estime qu'un accident majeur dans un surgénérateur pourrait faire 130 000 morts et 42 500 blessés.

Il rappelle les dangers de pollution thermique : profonds bouleversements sur la faune et la flore avec la disparition de certaines espèces ; apparition de brouillards ; déversement de chlore dans l'eau de mer... Les milliers de km de lignes à haute tension sont aussi un élément de destruction de l'environnement (à peu près la surface d'un département français).

le nucléaire coûte cher

Mais le danger est aussi économique. Au travers des conséquences de la restructuration industrielle en termes d'embauche, de licenciement, de déplacement des personnels, il apparaît que, globalement, le programme n'est pas créateur d'emplois nouveaux. Il en supprimera plus qu'il n'en créera sans doute. Ce n'est pas le moindre danger dans la période

actuelle : ralentissement, voire arrêt des commandes classiques d'EDF, par exemple des transformateurs de petite et moyenne puissance ; arrêt d'activités mécaniques de Creusot-Loire et de ses filiales ; arrêt des ateliers traditionnels des petites turbines classiques (Rateau) et des entreprises de chauffage (Idéal Standard, Société générale de Fonderie) sont prévus. Dans la plupart des entreprises, on se soucie moins de créer de nouveaux emplois que de mettre en place une infrastructure industrielle dont la rentabilité doit être assurée par les commandes de centrales nucléaires d'EDF.

En outre, la politique du « tout-nucléaire » aura pour conséquence :

— le blocage des investissements qui auraient été possibles dans d'autres sources d'énergie : géothermie - solaire - hydraulique ;

— le tarissement rapide des ressources d'uranium dont l'approvisionnement n'est assuré que pour 20 ou 30 ans. D'où la nécessité d'investissements importants pour développer la recherche de nouvelles sources d'uranium. D'où les surgénérateurs. D'où l'augmentation du prix de l'uranium repercuté sur le prix du kWh ;

— la nécessité d'exporter — en Iran, en Afrique du Sud — des installations nucléaires pour rentabiliser les investissements avec, par la suite, la multiplication de production de matériaux fissiles à des fins militaires, qui échappera au contrôle ;

— des risques de mauvais fonctionnement. Comme aux UDA on peut craindre que des incidents n'altèrent le fonctionnement des installations. Le consommateur aura donc à payer une note d'électricité plus élevée.

avec le nucléaire, les militaires

Les risques de militarisation ne sont pas moindres. Les mines, les usines de traitements et d'enrichissement, les réacteurs, le stockage des déchets sont des points sensibles prioritaires. Il faudra donc les contrôler dans les moindres détails, empêcher toute intervention de l'extérieur,

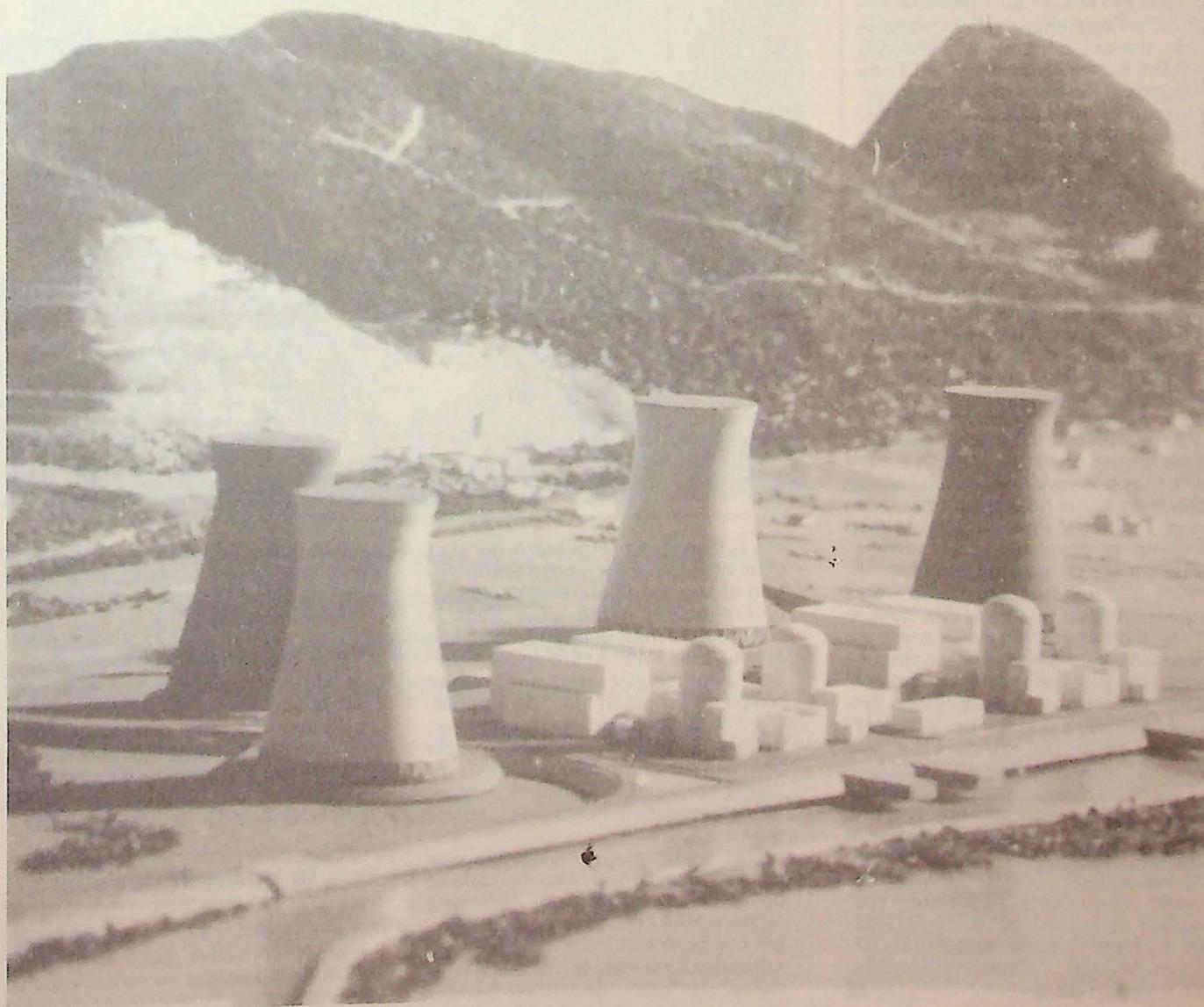
les entourer de cordons de sécurité importants. De même, il faudra la protection des transports de matières radioactives. Un contrôle policier des installations, des transports, des travailleurs sera mis en place.

L'électricité devenant la source principale d'énergie sa production devra être assurée à tout prix. Il n'est pas acceptable pour le pouvoir que cette production puisse être paralysée par les grèves. Ce qui entraînera une limitation du droit de grève, le remplacement des travailleurs par l'armée en cas d'arrêt de travail prolongé avec tous les dangers d'accident que cela pourrait comporter.

Notre lutte contre cette emprise militaire et policière rejoint directement notre lutte pour le contrôle populaire sur l'armée et les forces de répression.

le nucléaire est centralisateur

Enfin, le nucléaire renforcera la centralisation et les tendances technocratiques dans les processus de décision. Le choix du programme nucléaire a l'avantage pour le pouvoir capitaliste français de renforcer la centralisation de la production énergétique. La population est naturellement mise à l'écart : elle n'a qu'à faire confiance aux « décideurs » compétents ; on envoie des CRS si elle se rebiffe ; on refuse de reconnaître les consultations locales ou les



la contestation antinucléaire à Romans : condamnés à réussir...

prises de positions négatives des élus locaux.

Il est nécessaire de lutter pour reconquérir une véritable information et créer les moyens pour que la population puisse s'exprimer et peser sur les choix.

Toutes ces raisons font que l'opposition du PSU au nucléaire ne peut pas être transitoire, mais *totale*. Le nucléaire assurera au capital d'énormes profits, aux travailleurs des conditions sociales et politiques plus défavorables. L'avenir de millions de travailleurs est en jeu. Ce n'est pas une lutte accessoire, il faut que l'opposition au nucléaire s'intègre dans l'ensemble des luttes afin que les travailleurs puissent réellement contrôler leur avenir et l'imposer.

Paradoxe : la gauche a progressé d'une manière spectaculaire lors des dernières consultations électorales : Valence, Romans, enlevés à la droite, s'ajoutent à Montélimar et à un conseil général à majorité de gauche pour la Drôme. Dans l'Ardèche, la gauche a progressé lors des cantonales de 1976, consolidant encore ses positions, lors des municipales, à Lamastre, Annonay, Bourg-St-Audéol notamment. Progrès à mettre à l'actif ou au passif des « nucléaires » ? Les positions prises par la gauche permettent mal de se faire une idée. Une chose est certaine : ces progrès traduisent l'ampleur d'un mécontentement local croissant.

DERNIERE MINUTE

Nous apprenons que la majorité du conseil général de l'Ardèche vient, par 17 voix contre 12, de donner son accord pour la poursuite de l'étude du site de Cruas. Les 12 conseillers qui ont voté *contre* appartiennent à la gauche. A noter : M. Chaze, conseiller général et maire de Cruas était absent.

On peut noter également que les 17 conseillers ayant voté *pour* appartiennent à la droite et représentent, en général, les contours éloignés du site. Ils se trouvent donc en contradiction avec les populations concernées qui disent NON à la Centrale.

Il reste au courant autogestionnaire à s'affirmer d'une manière plus décisive pour que la mobilisation conduite à une rupture effective avec le capitalisme. Pour sa part, le PSU s'y emploie et appelle tous les sympathisants de ce courant autogestionnaire à rejoindre son combat. Dès aujourd'hui, à la veille des congés d'été, il en appelle aux vacanciers qui descendent vers le Sud et sont prêts à soutenir la lutte des antinucléaristes. S'ils passent à Cruas, qu'ils se fassent connaître auprès de la fédération du PSU (18, rue de l'Isle, 26-Valence — ou bien PSU BP 183 Montélimar Cédex). Nous signalons également les comités qui ont pris position dans la région : Survie et Environnement, rue Pierre-Julien, 26-Montélimar ; CRIN, 26-Valence ; MARE, 26-Romans ; Association écologique et antinucléaire, 26-St-Paul-les-Romans ; Comité de Défense, 07-Cruas-Meysses ; Comité antinucléaire, 07-Bourg-St-Andéol. ■

A Romans le problème nucléaire a deux volets : l'agrandissement et la transformation de la CERCA (ateliers de fabrication de combustible nucléaire) dans la zone industrielle ; l'avant-projet d'une centrale PWR à proximité immédiate de cette zone.

A 18 km au Nord-Est de Valence, située sur les deux rives de l'Isère, l'agglomération de Romans-Bourg de Péage compte 50 000 habitants. L'économie romanaise, dominée par l'industrie traditionnelle de la chaussure, subit depuis quinze ans les effets de la mutation technologique et de la restructuration capitaliste : en 1977 le millier de chômeurs est largement dépassé.

la CERCA

Le nucléaire prend pied à Romans, dès 1963 avec l'implantation de la Compagnie pour l'Etude et la Réalisation de Combustibles Atomiques, association de St-Gobain, PUK, Creusot-Loire et d'une société américaine. L'entreprise, qui conditionne le combustible pour les réacteurs de la filière graphite-gaz, nécessite la création de 450 emplois — dont une partie seulement occupée par des Romains — leur nombre a diminué par suite de l'abandon de la filière.

En décembre 1976 la CERCA, gérée par FBFC (Franco-Belge de Fabrication de Combustible) met en route de très importants travaux prévus depuis 1975 — et qui ne sont, paraît-il, qu'un début pour créer une unité de fabrication de combustible nucléaire de base. Le combustible, enri-

de produits radioactifs (tel l'hexafluorure d'uranium, très toxique et corrosif) ; les risques de radiations encourus par les travailleurs de l'entreprise et les populations avoisinantes ; les accidents possibles ; les mesures de sécurité prévues.

Enfin, le combustible irradié des réacteurs PWR produit le plutonium 239, combustible des surgénérateurs Phénix et Super Phénix de Marcoule et Crey-Malville...

L'enquête d'utilité publique s'ouvre du 25 avril au 25 mai. Le dossier déposé en mairie comporte 72 pages.

la centrale

A la fin de 1974, dans le cadre du projet de nucléarisation à outrance de la région Rhône-Alpes en plus des sites retenus d'office, il est offert aux municipalités la possibilité de suggérer toute autre implantation pour examen ou étude.

Le maire de Romans et son conseil municipal (divers majorité) propose au ministère de l'Industrie un site en amont de la ville sur la rive droite de l'Isère, dans le voisinage immédiat de la zone industrielle, en partie sur la commune de Romans, en partie sur la commune de St-Paul-les-Romans, petite agglomération agricole de 950

au choix envisagé de la région de Romans comme site nucléaire». Le Parti communiste fait de même.

La nouvelle municipalité d'union de la gauche prend, durant son conseil du 26 avril, la décision de refuser à EDF une prolongation pour l'étude de terrain. D'autre part, elle organise le 13 mai une réunion publique d'information avec la participation des directeurs de la FBFC-CERCA.

la lutte antinucléaire

Début février 1977, quelques habitants de St-Paul ont créé avec l'aide du MARE de Romans (Mouvement d'Action Régionale Ecologique) et du CRIN de Valence (Comité Régional d'Information Nucléaire) une association écologique et antinucléaire — AEA St-Paul — qui recueille spontanément l'adhésion de nombreux paysans inquiets des conséquences néfastes de la centrale sur le climat, l'irrigation et la qualité des produits récoltés, puis obtient très rapidement celle de l'agglomération toute entière.

L'association est, d'autre part, renforcée par de nombreux adhérents venus de Romans et des communes environnantes où des comités commencent à se constituer et où la coordination s'organise. Réunions d'information, montage diapos, film sur l'usine de la Hague — « Condamnés à réussir » —, articles de presse, affiches, tracts, permettent de sensibiliser l'opinion au problème



Photo Maillac

chi à Pierrelatte, arrivera à Romans pour y subir une dernière transformation et son conditionnement, puis repartira pour prendre place dans le cœur du réacteur des centrales à eau pressurisée PWR. Les nouveaux ateliers nécessiteront dans un premier temps, la création de 150 emplois. C'est ce que nous permet de supposer, fin janvier 1977, la lecture d'un article paru dans le *Dauphiné libéré*. Il est pratiquement impossible, jusqu'ici d'obtenir des renseignements précis sur ce qui se prépare.

De nombreuses questions se posent. Elles concernent : la quantité de combustible traité et transporté (étant donné l'importance considérable des centrales PWR dans le projet nucléaire français) ; les méthodes utilisées ; les rejets gazeux ou liquides

habitants dont le conseil municipal unanime refuse le projet. La population de Romans n'est ni consultée, ni même informée.

EDF, après examen préliminaire, décide d'entreprendre des sondages sur le site qui lui paraît relativement médiocre. Le refus d'un propriétaire de permettre l'accès à son terrain nécessite la demande d'une autorisation, qui est accordée par arrêté préfectoral le 19 novembre 1976.

la position des élus

Dès janvier 1977, le député socialiste et conseiller général Georges Filloud, depuis lors maire de Romans, se déclare « opposé catégoriquement

nucléaire. Des organisations populaires dont la FOL font connaître leur opposition au projet de centrale. La CFDT publie massivement un tract appelant les travailleurs à s'opposer au projet.

Les militants du PSU font connaître sans ambiguïté leur opposition fondamentale au nucléaire et luttent aux côtés des associations. Ils recherchent avec elles les moyens de mobiliser davantage les travailleurs qui, bien que pour la plupart rassemblés dans les HLM du quartier de la Monnaie qui jouxte la zone industrielle et donc le plus exposé, ne semblent pas massivement concernés — étant surtout sensibilisés au problème de l'emploi.

Correspondance ■

l'uranium français : faut pas s'y fier...

Hiroshima, Nagasaki et toutes les bombes atomiques stockées de par le monde n'ont rien à voir avec l'exploitation pacifique du nucléaire qui a pour but de produire de l'électricité. C'est tout au moins ce que l'on s'efforçait de nous faire croire jusqu'au 18 mai 1974, jour où l'Inde faisait exploser sa première bombe atomique... obtenue grâce à l'atome pacifique. Sale affaire pour les pays exportateurs de technologie nucléaire, taxés d'accroître les risques de guerre atomique. Or, voici qu'une fois de plus la France vient au secours des marchands d'atomes en leur proposant sa méthode « garantie sans risques de prolifération ».

Rappelons quelques éléments du principe de fabrication des armes nucléaires. Pour fabriquer une bombe « A », deux méthodes :

— Partir de l'uranium enrichi, comme pour celle d'Hiroshima. L'uranium naturel est traité dans une usine d'enrichissement, afin de « trier » les atomes intéressants (appelés 235), de ceux qui ne le sont pas (appelés 238). Le taux d'enrichissement est représenté par la quantité d'uranium 235 contenue dans le produit final. A titre d'exemple l'uranium naturel contient 0,7 % d'U235, le combustible d'une centrale à eau légère (filiale américaine type Fessenheim) en contient 3,5 % et une bombe « A » plus de 80 %.

— Utiliser le plutonium 239, comme pour la bombe de Nagasaki. C'est alors que l'atome pacifique vient au secours des militaires. Le plutonium est un corps qui n'existe pas à l'état naturel, mais qui est spontanément et obligatoirement — quoique en quantité variable — produit dans le cœur de n'importe quelle centrale nucléaire. Le combustible de la centrale étant usé, il n'y a plus qu'à retirer le plutonium prêt à l'emploi pour une bombe. C'est ce que l'on fait pendant la phase de retraitement. La technique actuelle ne permet pas de retraiter industriellement le combustible usé venant des centrales électriques, afin de le recycler, mais il est relativement facile — surtout quand on fait l'impasse sur les problèmes de sécurité — de faire fonctionner un petit laboratoire de retraitement pour obtenir les quelques kilogrammes de plutonium suffisants pour avoir une bombe de la puissance de celles utilisées en 1945.

la méthode d'enrichissement à la française

Jusqu'à présent, les méthodes d'enrichissement utilisées n'ont pas de limite en ce qui concerne le taux final d'U235. Le tout est question de temps et de constance dans l'effort. Grossièrement, si un cycle d'enrichissement augmente de 0,1 % le taux d'uranium 235, on fait ce cycle

trente fois pour avoir 3 % d'enrichissement, et neuf cents fois pour en avoir 90 %. La méthode française — sur laquelle on sait peu de choses — permettrait d'enrichir de l'uranium en atteignant une limite impossible à dépasser, grâce à des équilibres chimiques irréversibles. Bien sûr, il est effectivement impossible avec cette méthode de fabriquer une bombe de première espèce à uranium très enrichi. Mais le combustible obtenu par la nouvelle méthode possède les mêmes propriétés que n'importe quel combustible ; elle produira tout autant de plutonium lorsqu'il sera placé dans un réacteur ; et l'on pourra tout autant fabriquer des bombes de seconde espèce.

Pour qui veut sa bombe, il y a encore d'autres méthodes. Celle du surgénérateur par exemple. Sept pays ont d'ailleurs manifesté leur intention d'acheter de tels réacteurs, et la France souhaite faire à ce propos une véritable percée commerciale.

Or, le combustible neuf que l'on aura à livrer conjointement pourra contenir de 15 à 25 % de plutonium. Le combustible pourra être très facilement traité chimiquement (car il n'est pas radioactif « gamma » au départ) pour en extraire d'importantes quantités de plutonium. Même possibilité pour des combustibles destinés à alimenter des réacteurs à eau légère, et dans lesquels du plutonium aurait été recyclé.

Autres méthodes enfin : on peut voler le combustible (comme Taïwan) ; on peut l'acheter comme semble l'avoir fait Israël. Et qui empêchera les grandes sociétés privées qui possèdent déjà tous les éléments de fabrication de passer à la réalisation ?

la politique française

En 1968 avait été élaboré un traité, dit de « non-prolifération », signé, depuis par 95 des 155 nations du monde. Il interdit aux pays acheteurs de technologie nucléaire de fabriquer des bombes et des explosifs nucléaires. La France n'a pas signé ce traité. On se souvient d'autre part du contrat franco-pakistanaï pour la fourniture d'une usine de retraitement, et des pressions inadmissibles de Kissinger l'été dernier à l'égard de ce contrat. De Gaulle est mort, et il ne s'agit plus pour la force de frappe d'assurer la fameuse indépendance nationale ! Pour la France capitaliste et exportatrice d'armes de 1977, tout se vend, et tant pis pour la bombe atomique !

La méthode française n'est qu'une fausse caution pour continuer d'exporter les technologies nucléaires. Nous l'avons montré, cette méthode n'empêche pas la prolifération de la bombe « A ». Quant à la bombe « H », beaucoup plus puissante que la précédente et qui fonctionne exclusivement à l'uranium enrichi, sa mise au point nécessite des moyens de calcul et une industrialisation tels qu'elle est de toute façon inaccessible aux clients de la France et des autres vendeurs tels que l'Allemagne.

Une question reste posée : que feront les signataires du Programme commun en 1978 s'ils sont majoritaires ? Le PS se prononce pour la force de frappe et n'est pas insensible aux sirènes nucléariste d'EDF en matière d'énergie, le Monde du 8-9 mai 1977 nous rappelle que, pour le PCF, les choses ont bien changé depuis 1972 et qu'il se prononce pour une défense tous azimuts. Cette nouvelle conception et le soutien quasi-inconditionnel à la technologie française, surtout dans le domaine du nucléaire (filiale graphite-gaz, retraitement, surgénérateur) ne vont-ils pas amener PS et PC à continuer une politique d'exportation fort dangereuse pour l'avenir de l'humanité ? La sagesse l'emportera-t-elle sur les intérêts commerciaux ? L'espoir fait vivre.

Michel MARTIN ■

N.B. : On lira avec profit la Gazette nucléaire, n° 7, consacrée à la prolifération de l'arme nucléaire, distribuée par le GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.



Photo AFP

découverte et culture loisirs

13, rue du Vertbois, 75003 PARIS. Tél. : 278-64-01

ça y est ! la brochure est là avec plein de chouettes voyages

Si vous voulez la recevoir, renvoyez-nous ce talon rempli en précisant les destinations qui vous intéressent.

à découper

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Pays : _____

entre nous pour vous

tribune libre

non, nous ne signerons pas !

La dernière réunion de la direction nationale n'a pas supprimé l'inquiétude des camarades des courants B et C de Rouen. Rechercher des relations privilégiées avec les signataires du Programme commun, et notamment le PCF, nous paraît dangereux, même sur des points précis. On veut nous entraîner sur un terrain que nous n'avons pas choisi. Au nom de quelle délégation de pouvoir ? Au nom de quel rassemblement ? Des autogestionnaires ? Sûrement pas. Excusez, camarades, l'histoire récente nous rend soupçonneux...

En même temps, des camarades du courant B extériorisent un débat qui devrait rester «entre nous, pour vous». Ça profite à qui ? Aux minoritaires qui prennent à témoin les masses populaires de la stratégie capitulaire du bureau national ? Vous croyez, camarades ? Ou plutôt, au pouvoir qui voit s'affaiblir un adversaire déchiré, à l'Union de la gauche qui pourra ronronner plus tranquillement, en rêvant plus sûrement à l'alternance, à la pause sociale ou au consensus national ?

Le bureau national se prépare-t-il à rejoindre, d'une façon ou d'une autre, le Programme commun de gouvernement ? Quelques camarades y songeraient volontiers si on voulait bien le leur proposer. On — le PS — ne veut pas ! Qu'ils se consolent : tout ralliement, de près ou de loin, au PCF, les éloignerait définitivement de la direction du PSU.

Martinet a voulu en 1967 nous

embarquer dans la galère «démocrate et socialiste». Les augures qui nous y voyaient déjà se sont trompés ; le PSU a été l'un des animateurs de Mai 68 et le navire social-démocrate a fait eau de toutes parts. En 1974, Rocard a voulu renouveler l'opération. Il n'a entraîné qu'une minorité aujourd'hui divisée entre les amateurs de fromages électoraux et ceux qui savent que le pari d'un PS rénové et autogestionnaire est perdu depuis longtemps.

Qu'on propose aux mêmes militants de passer avec armes et bagages dans le camp d'un programme gouvernemental réformiste, bureaucratique et gestionnaire, et la réponse sera la même ! Le pari d'en changer la nature de l'intérieur est perdu d'avance. Mais ne gaspillons pas notre énergie à y songer ; nous avons perdu, à cet égard, assez de temps !

Un pari d'autant plus stupide que le résultat des élections municipales

donne au PSU des responsabilités essentielles dans l'organisation du puissant courant critique à l'égard de l'union de la gauche, qui s'y est manifesté. D'autant qu'en bas, dans les sections, les groupes, la pratique de tous se confond, dans une évidente recherche de l'unité des autogestionnaires.

Les petits pas vers le PCG et la volonté d'en ménager les signataires sont un obstacle. Nous avons autant à perdre de l'apparition d'un nouveau groupuscule au firmament des étoiles invisibles.

Le rassemblement des autogestionnaires est alternatif au PCG. Ce rassemblement est aujourd'hui hétérogène, parfois diffus. Mais son expression, à la fois politique, syndicale, culturelle se développe. Elle a besoin d'une autonomie totale. Il faut qu'enfin les décisions se prennent là où elles s'appliquent, il faut en finir avec le centralisme démocratique, mettre partout l'autogestion à l'ordre du jour. Surtout ne rien signer qui entrave notre liberté de critique ou de soutien en 1978 !

La tâche est urgente et difficile, à côté de l'énorme rouleau compresseur de l'imagination et de la libération qu'est le PCG. Celui-ci existe, c'est vrai. L'audience plus faible du courant autogestionnaire ne justifie aucun abandon. Son atomisation lui ôterait de sa crédibilité.

Nous n'avons pas écrit dans *TS* pour nous faire plaisir, mais exprimer l'état d'esprit unanime des sections de l'agglomération rouennaise. Nos dirigeants doivent se souvenir que la base existe, qu'elle n'attendrait pas pour se manifester un nouveau fait accompli.

Maurice DELIQUAIRE -
Maryse DUBREUIL -
Claude LEVEE -
Christophe WARGNY ■

« O Boato é venenoso » (1)

« La base », comme disent les camarades, s'est exprimée globalement deux fois au cours des huit derniers mois, et elle a confirmé les choix que proposait la direction nationale. Je pense suggérer, modestement et timidement, qu'à l'inverse de ce qui s'est passé en 1967 et en 1974, il existe un certain accord entre « la base » et « les dirigeants ».

Dans ces conditions, il devrait être possible de mener dans le parti un débat qui porte sur les problèmes réels, et non sur les intentions supposées ; qui prenne les textes adoptés pour ce qu'ils disent, et non pour ce qu'on pourrait leur faire dire entre les lignes ; qui s'appuie sur les faits, et non sur une histoire qu'on se raconte. Cela suppose par exemple :

— Qu'on ne confonde pas la nécessaire attitude critique avec l'entretien d'un climat de suspicion permanente dont la conséquence ne pourrait être qu'un état de crise latente, par le malaise, le désarroi ou l'exaspération qui en résulte pour les militants.

— Qu'on tienne compte des véritables positions du parti, et en particulier qu'on ne cherche pas à comparer sa volonté de débattre, à partir de ses

propres positions, avec d'autres formations, avec Martinet 67 ou Rocard 74. Eux, c'était l'intégration sans débat. Nous, c'est le débat sans l'intégration.

— Qu'on ne laisse pas entendre que seul le refus du PS interdirait à la direction du PSU de se laisser aller à signer le Programme commun.

— Qu'on ne feigne pas d'ignorer que le problème est inverse. Comme le PCF à une époque (mais il a abandonné cette position, et c'est important), le PS voudrait suspendre ses relations avec nous à notre acceptation du Programme commun. Mais

nous n'avons jamais accepté et n'accepterons jamais aucun diktat.

Les camarades ont manifestement le souci de répondre au suicide groupusculaire d'une minorité de minorité. Mais il faut aussi tirer toutes les leçons de l'échec de celle-ci, et notamment des procédés démagogiques et diffamatoires sur lesquels elle a cru pouvoir prospérer : elle n'y a rien gagné, mais a fait perdre au PSU beaucoup de temps et d'énergie.

Cela dit, il y a une petite phrase d'allure anodine mais qui mérite tout un débat : « le rassemblement des autogestionnaires est alternatif au PCG. » S'il s'agit d'affirmer que le rassemblement se construira sur une stratégie différente de celle des partis signataires du Programme commun, cela ne fait pas de doute. Mais s'il faut comprendre qu'il sera hors de l'unité, alors il n'y aura pas de rassemblement du tout. C'est ce que le PSU a affirmé à plusieurs reprises. S'il subsiste encore des ambiguïtés, alors, oui, il est grand temps qu'on en débattre.

Michel MOUSEL ■

(1) D'une affiche de la révolution portugaise : « Le faux bruit est venimeux ».

la peau de chagrin

Un grand week-end pour l'autogestion, les 7 et 8 mai. Réunie dans une université parisienne, « une convergence des révolutionnaires pour l'autogestion », regroupant une centaine d'ex-militants de la LCR, une trentaine d'ex-OCT, et 120 ex-PSU a défini la nécessité du regroupement politique des « partisans communistes de l'autogestion » afin de peser sur la restructuration de l'extrême gauche et, partant, faciliter « la recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier », selon le projet ambitieux du rapport de Maurice Najman.

Singulier paradoxe : vouloir peser sur la recomposition du mouvement ouvrier en aidant à l'émergence d'une puissante force autogestionnaire, et en être réduit à un petit groupe de 3 à 400 personnes, en rompant avec le seul parti autogestionnaire implanté nationalement, ancré parmi les travailleurs et comptant près de 10 000 membres, le PSU. Drôle de regroupement que celui qui divise par 25...

Nos ex-camarades ont donc définitivement rompu avec le PSU après un passage de quelques mois et ont décidé de porter sur les fonds baptismaux de l'extrême gauche un nouveau groupe dont ni le nom, ni la stratégie, ni les formes d'organisation ne sont encore définis. Les mois qui nous séparent de l'automne devraient permettre aux trois centaines de militants venus d'horizons divers de se rapprocher et de se regrouper dans une organisation commune.

Opération, sans doute, peu enthousiasmante puisque 110 des 298 participants ont préféré s'abstenir ou refuser de voter sur la résolution d'orientation.

Pour le PSU, les conséquences sont limitées : 200 à 220 départs si on les comptabilise sur les adhérents 1976, une cinquantaine s'il s'agit d'adhérents 1977, car beaucoup de « scissionnistes » n'avaient pas jugé utile de reprendre la carte et de payer les cotisations d'une organisation qu'ils avaient décidé de quitter depuis longtemps.

Quelle que soit notre amertume — il y a deux ans, le PSU, dans sa majorité, croyait sincèrement à la possibilité de l'intégration de l'ex-AMR — nous aurons des rapports fraternels avec cette nouvelle organisation. Pourtant ce n'est pas rendre service à l'autogestion que de quitter le PSU. Nous ne voulons pas d'un regroupement « peau de chagrin ». La période oblige à une autre ambition. C'est le sens de l'appel au regroupement des autogestionnaires lancé par notre congrès.

P.G. ■

Chili : le Mapu a huit ans

Le MAPU, né en 1969, fêtera le 19 mai 1977, huit ans de vie, dont quatre de lutte clandestine destinée contre la dictature militaire de Pinochet. C'est aussi le cinquième anniversaire de la tragique mort de leur camarade Rodrigo Ambrosio, fondateur et principal animateur du MAPU. Cet anniversaire, les camarades du MAPU le fêteront à l'extérieur de leur pays. Différents meetings sont prévus dans chaque pays de l'Europe. A Paris, il aura lieu à la fin du mois de mai. *Tribune socialiste* a rencontré Paul Yaniez, membre de la Représentation politique du MAPU chilien en France.

T.S. : On a beaucoup parlé sur le Chili à l'occasion de divers faits politiques, tels que la libération de Corvalan, la déclaration des Etats-Unis à Genève au sein de la commission des droits de l'homme de l'ONU... En revanche, on ne parle pas de la résistance populaire à l'intérieur même du pays. Où en est-elle ? Quelles sont les diverses formes de lutte menées, plus particulièrement au niveau syndical, dans les quartiers, dans les écoles, au sein des formes armées ?

Raul Yaniez : Il existe bien une résistance populaire dans le pays et elle se consolide de jour en jour. Mais il ne

de lutte et certains d'entre eux ne peuvent être qu'armés. Mais, aujourd'hui, il faut passer du stade de la contestation à celui de la conscience, de l'organisation et de la lutte révolutionnaire. Nous sommes pour le recours à tous les types de lutte possibles, y compris les luttes légales et semi-légales. Cependant nous pensons que le moteur d'un nouveau dynamisme du mouvement des masses dans les usines, à la campagne, dans les villes, les écoles et les régiments militaires dépend de la direction politique des comités de résistance.

Les comités de résistance sont la colonne vertébrale du mouvement ouvrier et populaire ; leur rôle est de guider politiquement les masses, et

chrétienne pour faire tomber la junte fasciste. Qu'en pensez-vous ? Et comment voyez-vous les rapports de la DC avec les autres partis de l'Unité populaire ?

R.Y. : En ce qui concerne les alliances sociales, les bases populaires de la Démocratie chrétienne nous semblent être un secteur important à incorporer à un large front antidictatorial. Le *Frésisme* ne permet aucun type d'alliance puisqu'il représente la deuxième carte de l'impérialisme pour le maintien de la dictature. Frei est pour nous le véritable « cheval de Troie de l'impérialisme ». Il tente de diviser la gauche. C'est pourquoi il cherche aujourd'hui à séduire certains secteurs de la gauche chilienne.

Il s'agit surtout de ne pas se mettre à la traîne d'une fraction bourgeoise qui prétend maintenir la dictature en se donnant une apparence plus flatteuse que celle de Pinochet aujourd'hui. La seule solution valable et sûre, c'est l'alternative populaire et révolutionnaire.

T.S. : Que pensez-vous de la nouvelle politique des USA envers le Chili ? Quelles peuvent en être les conséquences ?

R.Y. : L'impérialisme est contraint d'apparaître sous un jour nouveau et cherche aujourd'hui à devenir le *défenseur des droits de l'homme*. Après toutes les atrocités commises au Viet-Nam et en divers endroits du monde, les USA souhaitent retrouver une certaine image de marque par le biais de remords « moralistes », pour dissimuler leurs manœuvres futures.

domination est de maintenir un système dictatorial, peu importe qui le dirige.

T.S. : La solidarité avec la lutte du peuple chilien semble avoir perdu de son intensité. Quelles sont les formes, possibles et nécessaires, d'aide à la résistance populaire que la gauche française peut mettre en œuvre ?

R.Y. : Avant tout, nous voudrions exprimer nos remerciements en ce qui concerne, d'une part la solidarité que nous avons rencontrée au cours de ces trois années de lutte, d'autre part l'appui que nous avons reçu tant de partis que d'organisations et de gouvernements qui ont luttés à nos côtés et dénoncé les injustices et les crimes de la dictature.

L'appui aux secteurs révolutionnaires, dans le cadre de l'unité de la gauche, pour favoriser la construction de l'alternative populaire et révolutionnaire et de son avant-garde : le *Parti révolutionnaire du prolétariat* ; — l'appui aux comités de résistance, axe fondamental du projet révolutionnaire et germes du futur pouvoir populaire ;

— la liaison entre la résistance populaire d'une part, l'appui aux prisonniers politiques, la dénonciation de la disparition de 2 500 détenus politiques et la défense des droits de l'homme d'autre part. Il faut pour cela renforcer les formes d'organisation de type légal ou semi-légal qui ont été créées au Chili.

Enfin nous voudrions dire que ces trois années de résistance constituent notre appui solidaire à la lutte de tous les peuples du monde. Aujourd'hui nous lançons la consigne : *pain-travail-liberté ! La Résistance vaincra !*



Photo Lebrun

faut pas assimiler la résistance à une question de « coups de feu » ou à une sorte de solution de « rechange » qui ne serait qu'un renouvellement du visage de la dictature. Le mouvement ouvrier populaire chilien a beaucoup souffert du coup d'Etat contre révolutionnaire ; il a alors fallu reconstituer les partis populaires et accepter une organisation à 3 niveaux du mouvement populaire : niveaux légal, demi-légal et clandestin.

Nous sommes pour tous les types

non, comme le pensent certains, d'être soit les « germes » de « l'armée du peuple », soit des « syndicats clandestins ». Malgré les coups durs essuyés par le mouvement syndical en 1976, les comités de résistance ont permis de vivre des expériences très enrichissantes dans diverses zones ouvrières du pays. Ils représentent, pour nous, la forme concrète de l'éclosion du futur pouvoir populaire.

T.S. : On parle beaucoup de l'alliance avec la Démocratie

Le vote de la délégation des USA au sein de la Commission des droits de l'homme à l'ONU ne peut faire oublier la responsabilité de l'impérialisme quant au génocide chilien.

Enfin, nous voulons souligner le rôle nouveau que le gouvernement nord-américain se voit contraint de jouer : attaquer Pinochet en apparence, mais soutenir par en-dessous le régime dictatorial, par l'intermédiaire du Pentagone ; car les USA savent qu'aujourd'hui le seul moyen d'assurer la

le Chili au cœur

La Maison dans l'arbre (éditions du Seuil) est un roman qui est fait de notre actualité. Son auteur Karine Berriot, c'est un peu la génération qui fut adolescente avec la guerre d'Algérie, génération de Mai 68 influencée par l'Amérique latine : « La découverte de la politique comme l'air que l'on respire » dit Anne, journaliste politique qui est à la recherche d'Irina, disparue au Chili, au moment de la chute de l'Unité populaire. En compagnie d'un nouveau compagnon dirigeant du MIR (Mouvement de la gauche Révolutionnaire) Irina est morte. Tous deux abattus par les militaires. Anne et Irina ont aimé le même homme : Narciso. Dans *Libération* du 17 février, Karine Berriot expliquait le pourquoi de son livre : « C'est bien l'expérience de la mort qui m'a conduite à écrire ce livre. La mort des autres emporte chaque fois un peu de notre existence. Dans une civilisation où cette mort est tellement cachée et interdite, les conséquences sont très lourdes pour les individus ». Et ces morts politiques réveillent toute une partie de notre mémoire collective, l'Espagne, le ghetto de Varsovie, le Chili et, bien avant, la Commune de Paris. C. H. ■

la parole à...

Per Rhun

Nous empruntons cet interview de Per Rhun, président de Ar Falz, mouvement progressiste culturel breton, à *Combat socialiste*, bimensuel de la Fédération bretonne du PSU.

Ce faisant, nous sommes loin de cautionner tous les propos de Per Rhun. Mais il nous apparaît évident, tout comme pour les « Ikastola » basques, qu'un vaste débat s'ouvre sur ces problèmes, dans lequel le PSU se doit d'intervenir.

PSU-BRETAGNE : Depuis un an, le mouvement culturel breton, du moins sous sa forme organisée, semble marquer le pas. A Ar Falz, vous sembliez avoir fondé en 1975 beaucoup d'espoir sur un « front culturel » qui n'a duré que ce que durent les roses, l'espace d'un été. Quelles leçons tirez-vous de cet échec ?

PER RHUN : Cet échec tient au fait que la plupart des mouvements culturels reculent devant une analyse objective de la situation et se cantonnent dans leur travail de formation culturelle, dont personne ne conteste d'ailleurs l'utilité.

En vase clos on peut tenter de sauvegarder une partie de l'héritage culturel. Mais quand il s'agit de descendre dans la rue, il faut bien trouver des alliés, faute de n'être pas assez fort soi-même. En clair, il faut donc faire une analyse politique de l'évolution de la culture bretonne et des menaces qui pèsent sur elle : *en somme*, il faut relier la culture au reste de la vie.

P.B. : Qu'appelles-tu « nécessité d'une analyse politique » ?

P.R. : Cette analyse doit s'appliquer aussi bien à la culture bretonne du XIX^e siècle qu'au monde d'aujourd'hui. Cela remet de la clarté dans le débat. On s'aperçoit alors que la bourgeoisie en Bretagne n'a jamais été bretonne culturellement. Une bonne analyse permet également de ne pas s'en prendre uniquement à l'Etat, mais au système capitaliste, dont l'Etat est plus ou moins dépendant. Elle permet en outre de se rendre compte que les réticences les plus sérieuses à l'égard de la culture bretonne sont en Bretagne même et en particulier au plan des travailleurs et de certaines organisations syndicales et politiques.

D'où la nécessité de la construction d'un mouvement de masse : on ne défend pas une culture populaire sans l'appui des travailleurs. Tant que les organisations culturelles n'ont pas admis cette évidence, il est vain d'espérer dans un front culturel.

P.B. : Quelles sont alors vos perspectives d'actions et vos propositions dans l'immédiat ?

P.R. : Notre mouvement a décidé de travailler prioritairement en direction des organisations politiques et syndicales de gauche. Nous sommes persuadés que c'est la seule voie pos-

sible pour un mouvement culturel progressiste.

Nous faisons trois propositions aux forces démocratiques :

— d'abord prendre en charge les revendications minimales d'Ar Falz en matière d'enseignement de la culture et de la langue bretonnes, qui ont servi de plateforme lors de la journée d'action du 7 octobre 1975 et qui ont reçu le soutien de la FEM et du SGEN, — ensuite, chercher à élaborer ensemble un statut global minimal pour la culture bretonne dans la vie publique,

— enfin discuter sur les possibilités d'actions unitaires immédiates.

Nous savons qu'il ne faut pas attendre de cette orientation d'Ar Falz des résultats spectaculaires dans l'immédiat, mais je suis persuadé que cette action sera payante à force de persévérance.

P.B. : Dans la perspective des prochaines échéances électorales, quel rôle, si rôle il y a, peuvent jouer les organisations culturelles bretonnes ?

P.R. : Pour nous, la chose est claire, nous espérons la victoire de la gauche et la mise en application du programme commun, qui améliorera les conditions de vie des travailleurs (« Vivre au pays ») et du même coup facilitera le progrès culturel breton.

Notre rôle ? Etre un lien entre les partis de gauche sur le plan culturel, d'où nos propositions unitaires. Si, par exemple, nous pouvions amener le PCF et le PS à fusionner leurs projets de loi sur l'enseignement de la langue bretonne en un seul texte, et à présenter d'autres projets culturels communs, ce serait du temps de gagné, car l'application serait immédiate. Tôt ou tard, il faudra que ces partis s'entendent sur ce terrain : le plus tôt sera le mieux et je crois que

cela peut amener des Bretons à voter Programme commun, ce qui n'est pas à négliger.

P.B. : La perspective offerte par le programme commun ne vous paraît-elle pas insuffisante ? Que pourrait selon vous apporter le socialisme autogestionnaire à l'émancipation culturelle et linguistique du peuple breton ?

P.R. : Personnellement, je pense que la formule du socialisme autogestionnaire est théoriquement la meilleure, mais qu'elle n'est pas praticable sans une conscience élevée des travailleurs et une très bonne information. Dans cette situation idéale, les travailleurs prendraient en charge l'ensemble de leurs problèmes, y compris leurs besoins culturels : Ar Falz n'aurait plus de raison d'être, sinon comme lien, comme diffuseur, etc. Quant à Ar Falz, le mouvement ne se prononce pas sur ce qui divise la gauche. C'est la position que nous avons sur le programme commun, dont nous reconnaissons le caractère progressiste, mais nous laissons à nos membres, *sur un autre plan*, la responsabilité de soutenir ou pas le programme commun. Cela vaut évidemment pour le socialisme autogestionnaire.

P.B. : Quel lien fais-tu entre les différentes formes d'action « politiques », « syndicales » et « culturelles », en Bretagne ?

P.R. : Nos militants sont aussi des militants syndicaux et/ou politiques, pour la plupart. D'où notre force et notre faiblesse.

Notre faiblesse : le temps. Un militant ne peut guère être efficace sur trois terrains en même temps. Bien qu'intéressés par la culture bretonne, dans laquelle ils sentent qu'il y a une possibilité de déjouer les stratégies territoriales des pouvoirs économiques et politiques (« Vivre au pays ») contre « Dégage, on aménage », de nombreux militants syndicaux/politiques ne travaillent guère sur le plan culturel, *faute de temps*. Peut-être aussi parce qu'ils établissent des priorités. Mais n'est-ce pas un faux problème ? Qu'est-ce qu'un combat syndical et politique qui ne tient pas suffisamment compte des problèmes culturels ? Je crois que la solution est de ne pas séparer des questions, qui, sur le plan de l'être humain, sont inséparables. Concrètement, *cela veut dire qu'un militant breton doit travailler pour la culture bretonne quand il milite dans un syndicat ou un parti de gauche*, donc poser le problème culturel dans le parti ou le syndicat et non pas, de loin en loin, à l'intérieur d'Ar Falz seulement.

Notre force : l'esprit de militants de tous les partis de gauche, qui doit sans cesse se renforcer dans la réflexion et dans l'action. Nous n'avons pas suffisamment d'adhérents du PS, du PCF, ni d'ailleurs du PSU. Notre objectif est de constituer un front culturel progressiste et unitaire, un véritable mouvement de masse en faveur de la culture bretonne. Il reste bien des obstacles à lever, des tabous à détruire, des malentendus à écarter...

Entretien recueilli par Erwan Ar Falz



un livre pour notre corps

1969, au plus fort du mouvement des femmes aux Etats-Unis, le « collectif de Boston pour la santé des femmes » se forme à l'issue d'une commission de travail, sur les femmes et leur corps. Depuis, elles n'ont pas cessé de tenir des réunions sur ce thème dans tous les lieux où il est possible de rencontrer des femmes, de diffuser des informations, d'exprimer ce qu'elles-mêmes ressentent, de mener leur propre recherche médicale, et enfin d'écrire. En 1971, c'est la première publication d'*Our bodies our selves*; elles en sont à la troisième et apparaissent déjà parmi les dix premiers best-sellers en août 1976 aux Etats-Unis.

Ce n'est pas son succès qui nous a impressionnés. C'est que sa lecture a été pour nous — sans exagération — une révélation : enfin des femmes qui parlaient de façon directe de leur corps et nous donnaient les éléments pour reprendre à notre compte leur démarche. Nous pouvions vivre les expériences corporelles des autres femmes et nous armer pour dépasser le statut d'objet que nous imposaient les institutions médicales. En France, en 1973, il n'existait ni publication, ni courant du mouvement des femmes, exprimant une telle optique sur notre corps et articulant des thèmes allant de l'anatomie féminine à la ménopause.

Nous nous sommes donc constitué, au fur et à mesure de nos rencontres, en collectif de traductrices; nous en avions tellement assez de ces visites chez les médecins où aucune information ne nous était donnée et où nos questions restaient sans réponses, qu'il nous semblait extrêmement urgent de diffuser une information médicale, accessible à toutes, mais aussi liée à la façon dont nous vivons notre corps.

Mais une simple traduction s'est vite révélée insuffisante parce que le langage des femmes américaines était trop peu distinct du style parlé, et trop spontané pour une publication française; d'autre part, les différences des structures médicales

imposaient un remaniement. Cependant, vis-à-vis des éditions qui nous finançaient, notre statut de traductrices était défini une fois pour toutes

et notre rémunération fut en conséquence (2 000 francs par personne sur deux ans).

Ce travail a été un lien permanent entre nous; notre rythme fut souvent irrégulier car notre désir était autant d'avancer l'adaptation que de tenir compte de la vie de chacune, de ses disponibilités, de ses engagements. De nombreuses personnes ont participé, spontanément, à notre demande, à nos recherches, à la traduction, à la dactylographie...

Nous n'avions aucune formation particulière pour accomplir ce travail — ni en langues, ni en médecine, aussi nous n'avons compté que sur nos motivations, et sur la contribution d'un travail de groupe.

On nous demandera pourquoi ce livre ne décrit que le rapport des femmes à leur corps et pourquoi avons-nous travaillé entre femmes? En dehors du fait que nous sommes des femmes et que nous écrivons sur notre vécu, il faut voir que nous sommes confrontées beaucoup plus fréquemment et d'une manière différente à la médecine: notre évolution physiologique (puberté, ménopause), notre activité sexuelle (contracep-

tion), notre désir d'enfants (grossesse, avortement), l'exploitation de notre corps (double journée de travail et impérialisme du modèle publicitaire) nécessitent dans notre vie quotidienne, des recours à la médecine, en dehors même de tous troubles physiologiques, et induisent des attitudes de dépendance accrue dans ce domaine. Mais notre souhait est de lire un livre sur le corps des femmes... Si c'est possible!

Quant à notre livre, nous sommes bien conscientes qu'il est incomplet: notre corps est en jeu, également dans les entreprises, les hôpitaux psychiatriques, les « bordels », les prisons, etc.

Nous espérons qu'il suscitera un maximum de réponses et provoquera de nombreux échanges et initiatives entre femmes, afin de les réconcilier avec leur corps.

Nicole BIZOS-CORMIER,
KOULIBALI, Sophie MAYOUX,
Brigitte PETIT-ARCHAMBAULT,
Anne RAULIN, Lyba SPRING ■

(1) Notre corps, nous-mêmes, par le collectif de Boston, pour la santé des femmes, Paris, éd. Albin-Michel, 1977, 240 p., 35 F.



Photo Mailléc

tours infernales

Depuis quelque temps, on commence à se dire qu'il n'est pas sans risques d'habiter les tours. Les incendies, l'amiante, la névrose, et quelques autres maux guettent dans les escaliers. La science fiction s'est amusée à pousser la situation à l'extrême. Dans « IGH » (sigle d'« immeuble de grande hauteur »), publié chez Calmann-Lévy, Ballard montre la décomposition d'une micro-société, formée dans une tour. Le narrateur s'appelle le docteur Laing: souvenir d'un antipsychiatre bien connu; d'emblée, Ballard situe ainsi son roman sur le plan de la névrose d'une civilisation.

On croit que la vie, dans ces immeubles, permet des contacts entre les gens. Erreur! L'immeuble est une machine immense qui n'est pas faite pour servir la communauté des habitants, mais l'individu isolé.

et l'homme dans tout ça ?

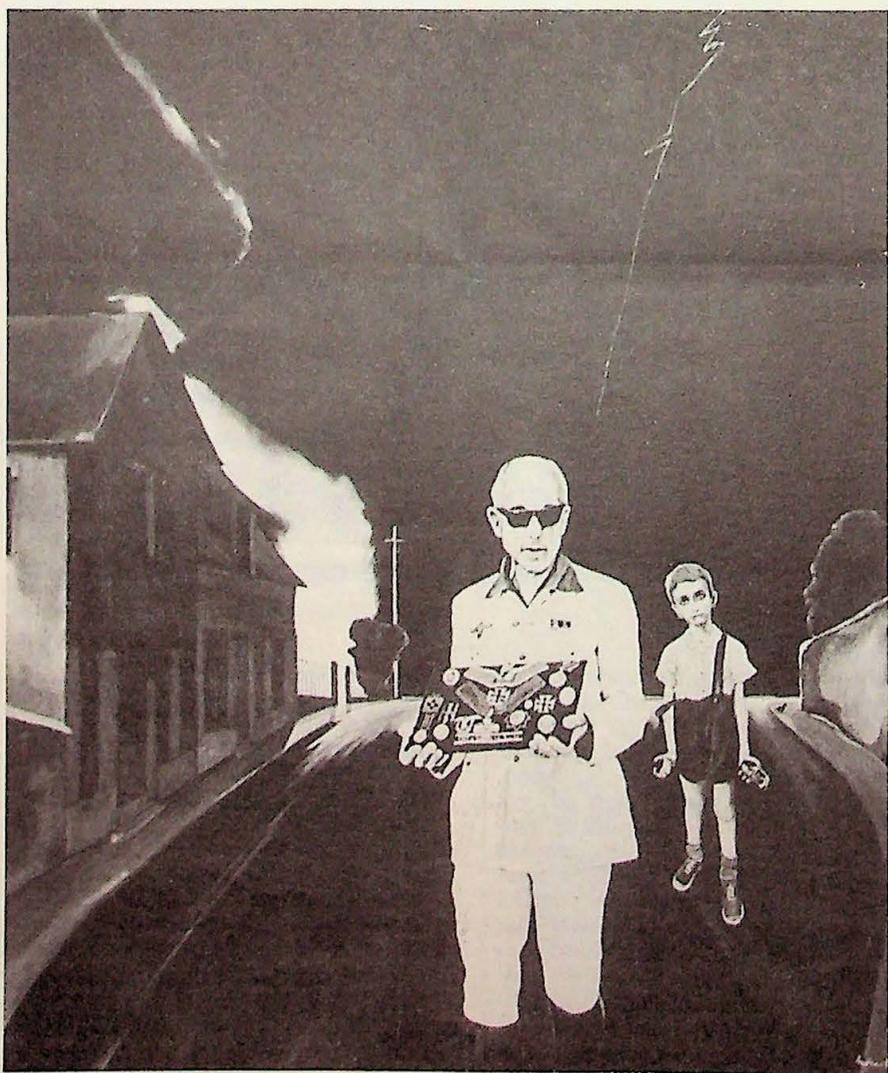
D'où une rapide coupure d'avec le réel, et d'abord avec l'extérieur et les humains du dehors. Les étages symbolisent la situation de classe: les plus riches habitent au sommet, les pauvres (toute proportion gardée) au bas. Les rapports, au sein de l'immeu-

ble, se désagrègent rapidement et l'on assiste à une véritable guerre interne, doublée d'orgies, d'affaires de mœurs et d'agressions gratuites. Lâché dans la jungle de béton, l'homme qu'on croyait civilisé devient féroce. C'est, d'un certain sens, optimiste de constater que l'homme se révolte par l'agression dans ce nouveau type de société qu'on veut lui imposer. D'autres, en revanche, s'adaptent fort bien; ils éliminent rapidement ceux qui mettent en danger ce lieu clos où tout va pouvoir arriver.

Ballard montre comment, dans notre civilisation technologique, l'en-

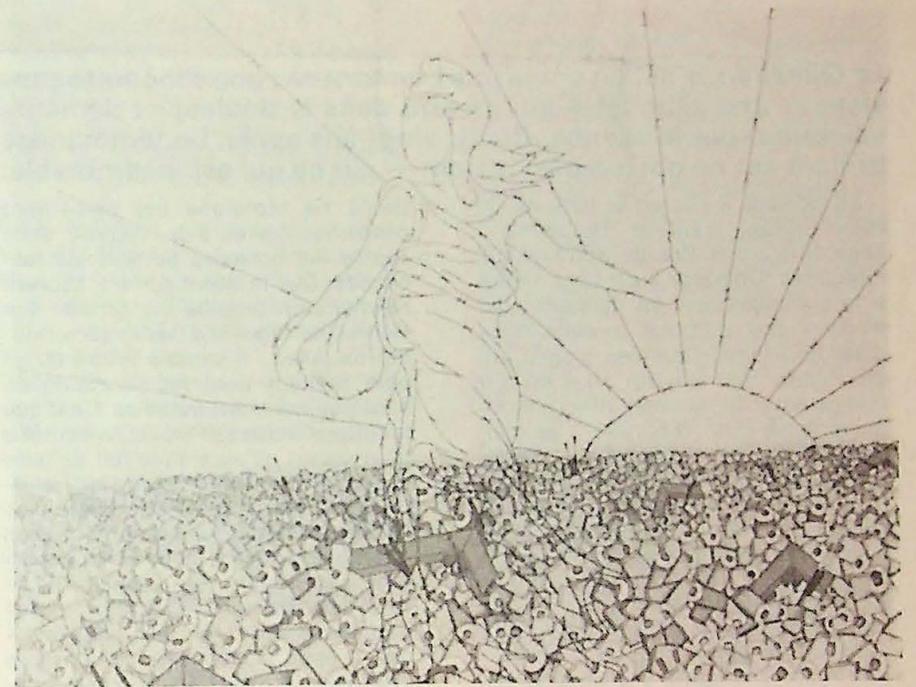
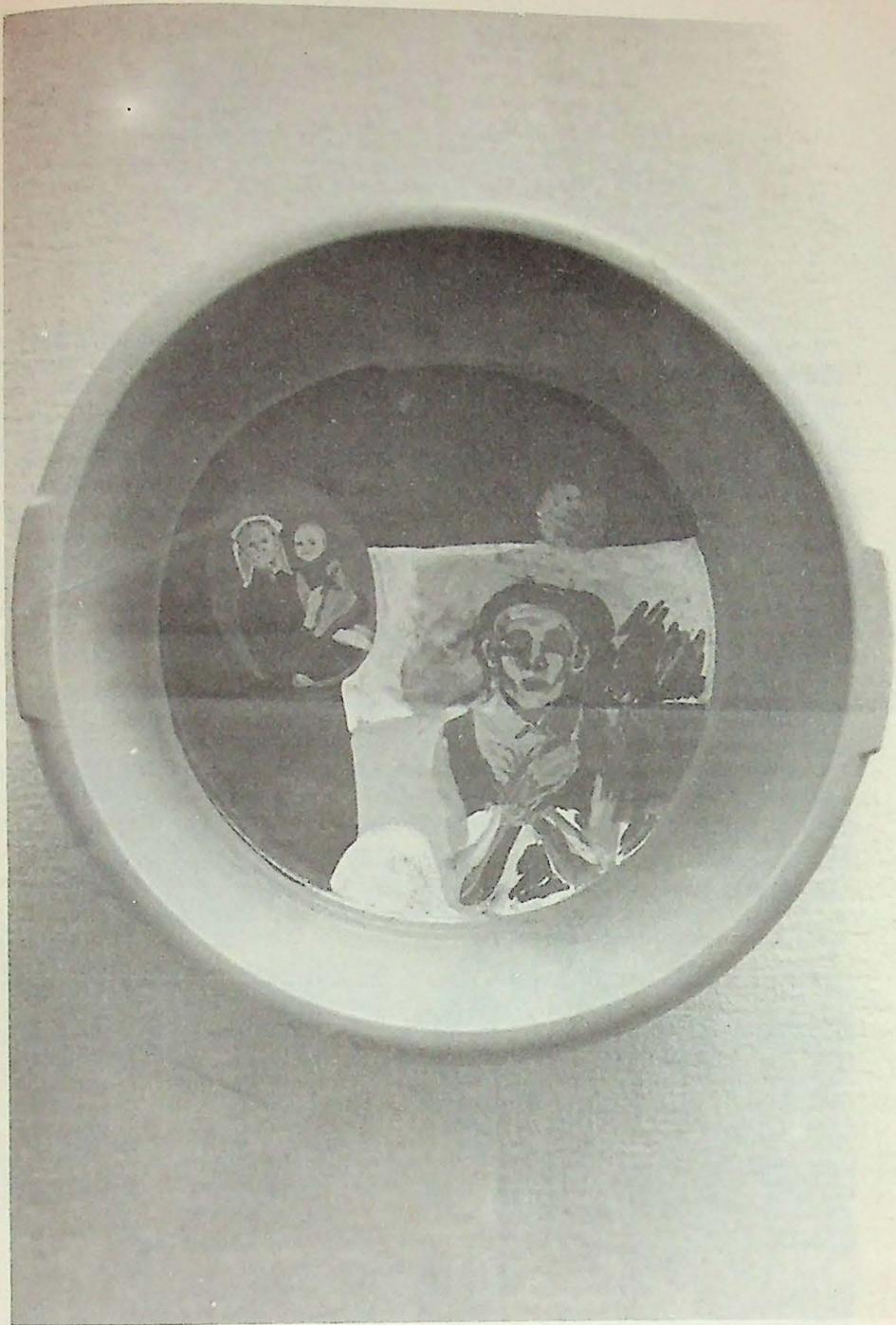
vironnement n'est plus construit en fonction de l'homme, mais pour son absence. La machine pourrait bien tourner toute seule, tant elle est perfectionnée. Et l'homme, dans tout ça, sauf à se réfugier dans la barbarie et la destruction, n'a pas d'issue. Ballard est le déchiffreur par excellence des folies occidentales: dans *Crash* (Calmann-Lévy) il jouait sur les rapports de la sexualité et des accidents d'automobile. Dans *La foire aux atrocités* (Champ Libre) il expliquait comment la science représente la pornographie ultime. Avec Ballard, découvrez les dessous nauséux du Capital.

Bernard BLANC ■



à l'ora

PEL

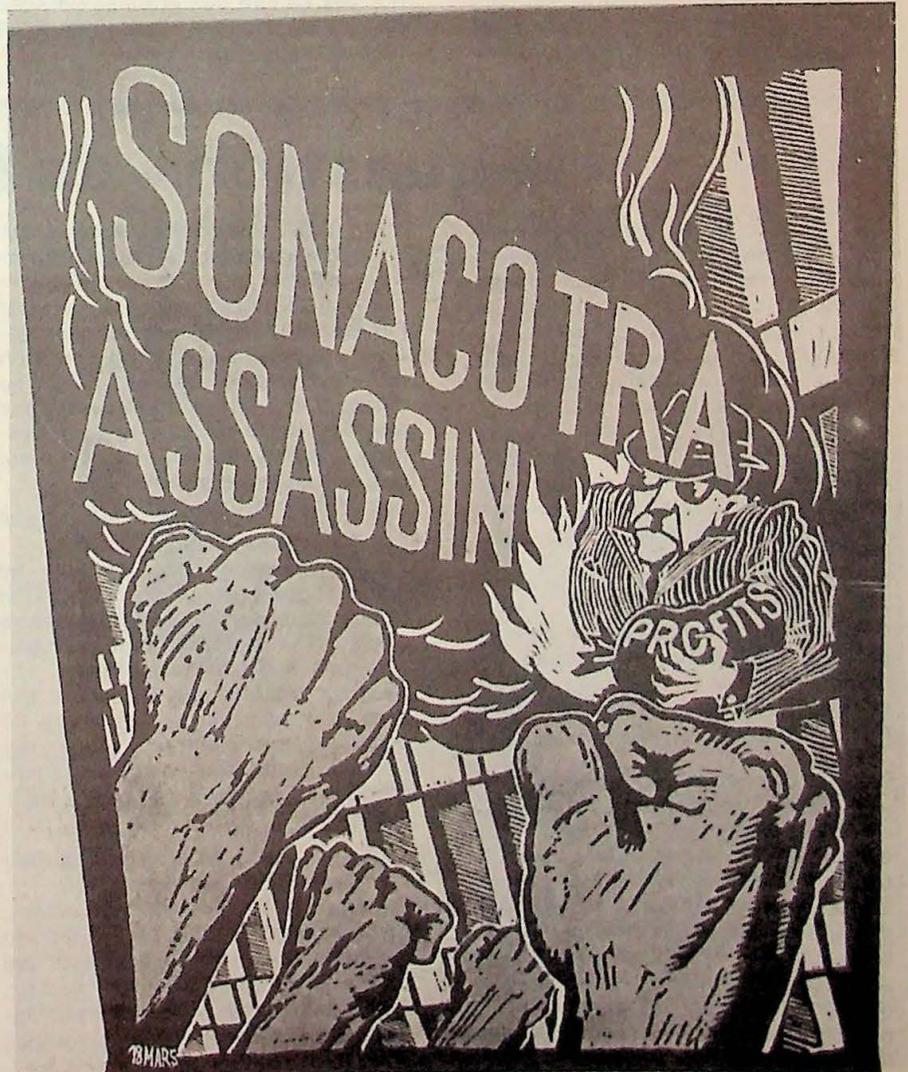


ngerie

LA

JEUUNE

NTURE



les armes de la critique

le silence et l'ignominie

La Question, c'est un corps que l'on torture ; une silhouette sans visage ; une silhouette qui se tord dans la douleur et demeure vainqueur par le silence. C'est, vingt ans après, un témoignage brûlant sur ce qui n'a pas de nom — sur ce qui est inadmissible.

En portant à l'écran le livre-cri de Henri Alleg, Laurent Heynemann allait à la rencontre de nombreuses difficultés. Un pareil sujet peut mener à la complaisance, au mauvais goût douteux, aux trémolos qu'évite Alleg dans son livre. Tous ces pièges ont été évités. Heynemann a-t-il eu tort d'escamoter la reconstitution historique précise ? Oui, répondront les militants d'hier et d'aujourd'hui. Reste, pour tous, le message de victoire philosophique et politique porté par le silence de Henri Charlgue (une loi d'amnistie interdit les noms véritables), face à ses bourreaux dont la force n'est qu'éphémère. Victoire de l'homme sur son propre corps. Victoire sur la Brute. Victoire — historique celle-là — sur le fascisme qui est mépris de l'homme mais n'a, en fait, jamais le dernier mot.

Jamais ? Voire... la torture est partout, aujourd'hui encore et pour longtemps. Le visage tuméfié de Jacques

Denis ne témoigne pas seulement contre les horreurs de l'Algérie, mais contre les horreurs de tous les fascismes. Dès le début du film, Laurent Heynemann brouille les cartes : son Henri Charlgue n'a pas la personnalité de Alleg ; il semble n'être qu'un pâle militant dont les fonctions ne sont pas vraiment définies. C'est que la torture s'adresse moins au contenu d'un secret qu'au simple fait de faire céder un homme devant la souffrance. Devant Henri Charlgue personnage fâlot, nous ressentons plus encore que devant un être très important l'ignominie du rapport bourreau/esclave. De la même façon, les parachutistes — à part quelques-uns — apparaissent comme des êtres « normaux » : des Monsieur-tout-le-monde que nous croisons chaque jour dans notre rue. Le fascisme ordinaire n'a pas l'allure des grandes parades de la Peur, faciles à reconnaître. Il n'en est que plus dangereux.

A travers *La Question*, Laurent Heynemann pose le problème de la dignité de l'homme. Sartre disait en 1958, à propos de Henri Alleg : « Le but de la question n'est pas seulement de contraindre à parler, à trahir : il faut que la victime se désigne elle-même, par ses cris et par sa soumission, comme une bête humaine ». Il ajoutait : « Celui qui cède à la question, on n'a pas seulement voulu le contraindre à parler ; on lui a pour toujours imposé un statut : celui de sous-homme. »

Sartre concluait : « L'Homme est à faire ». Heynemann voit en Alleg un

premier pas vers cet homme nouveau. Ce film, on le comprend aisément, n'est pas simplement important, il est nécessaire. Et nécessaire à tous : à ceux dont le souvenir des périodes troublées frappe encore la mémoire comme à ceux qui n'ont pas vécu l'Algérie. Il faut simplement remarquer que ce public-là ne verra pas le film : une aberrante censure interdit aux moins de dix-huit ans le spectacle honnête, humble, de ce que leurs aînés ont vécu. Il paraît qu'il faut, pourtant, apprendre l'Histoire de France.

Fabian GASTELLIER ■

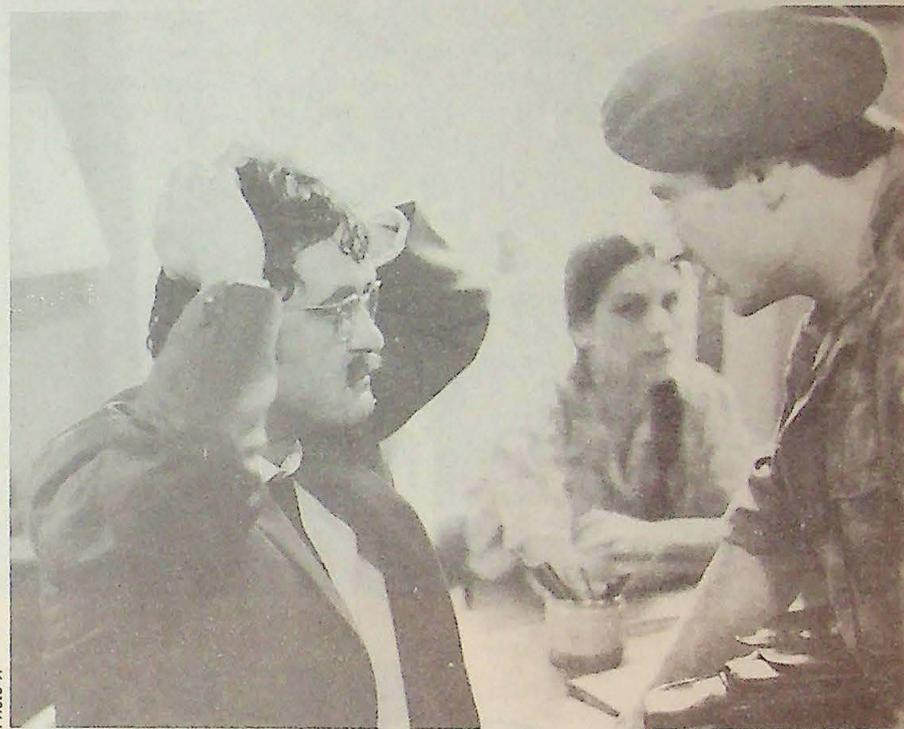


Photo X

« la question » de Laurent Heynemann

T.S. : Pour qui avez-vous tourné ce film ?

Laurent Heynemann : Au départ, lorsqu'on fait un film — lorsque j'ai fait *La Question* —, on ne pense pas aux autres. On tourne un peu pour soi seul, parce que ça semble nécessaire. A présent que le film est fini, je m'aperçois qu'il est fait pour les autres. A travers ce film — et sans chercher à donner des leçons — je voudrais offrir aux autres la possibilité d'un choc. Un choc qui équivaldrait pour eux à celui que j'ai moi-même reçu en lisant le livre de Henri Alleg. Faire ce film, pour moi, c'était communiquer par le cinéma mon rapport d'émotion avec cette histoire. Ce rapport d'émotion a également un contenu intellectuel et politique. Pour moi, l'important, c'était cela.

T.S. : Pourquoi avoir inséré quelques plans d'actualité ?

L.H. : Le film devait se faire avec des moyens plus importants, mais je me suis vite rendu compte que je ne les obtiendrais jamais. Dès lors, j'ai dû couper dans le film des scènes qui servaient à le « temporaliser », à l'insérer dans l'évolution de la guerre d'Algérie. Comme ces plans étaient nécessaires, je les ai remplacés par des séquences d'actualité.

T.S. : Vous avez refusé le titre de « cinéaste militant ». Pourquoi ?

L.H. : Je ne refuse pas ce titre car j'ai fait du cinéma militant ; simplement, je considère que *La Question* ne relève pas de cette branche-là. Le cinéma militant se fait avec des moyens militants (gratuits) et possède une diffusion militante. Ce n'est pas le cas de ce film-là.

T.S. : Pourquoi avoir choisi Jacques Denis ?

L.H. : Pour moi, il n'y avait que lui qui pouvait être Henri Alleg. J'ai refusé d'utiliser de grands acteurs connus pour leurs nombreuses participations à des films politiques, car c'est un système que je refuse. Les acteurs « spécialistes du cinéma de gauche » me semblent faux sur l'écran. Denis, lui, est parfaitement crédible. C'est ce que je recherchais avant tout.

T.S. : En plus, c'est un peu monsieur tout le monde.

L.H. : Oui, cela compte également. Mais, cet aspect de quotidienneté, je l'ai plus recherché pour les paras que pour les militants. J'ai voulu que mes parachutistes ne soient pas immédiatement identifiables comme étant des brutes sadiques au visage « militaire ».

Pour moi, cela exprime que le fascisme est tout à côté de nous.

T.S. : Comment avez-vous réagi devant l'interdiction aux moins de dix-huit ans ?

L.H. : Mal. J'ai été violemment choqué par cette interdiction. La commission nous a fait traîner ; elle n'a donné les papiers officiels qu'après la sortie du film, mais on savait qu'il était interdit aux moins de 18 ans. Pour moi, c'est purement et simplement une censure politique. Dans leur communiqué, les gens de la commission n'arrivent même pas à le dissimuler. C'est proprement scandaleux. Cette interdiction aux mineurs donne au film une allure sanguinolante, dégoûtante que le film n'a pas. Par cette mesure d'interdiction et ce qu'elle entraîne, ils ont cherché à enlever à ce film le plus grand nombre de spectateurs possible. Le deuxième aspect de cette censure, c'est un peu le fait d'avoir voulu « sonder » l'opinion de d'Ornano. Les réactions de la commission ont voulu voir si le nouveau secrétaire d'Etat à la culture serait avec eux ou contre eux. Ils ont vu. En plus, le même film posant le problème des troubles de conscience vécus en Algérie par les officiers français n'aurait jamais été interdit de cette façon.

T.S. : D'où vient l'universalité de la question ?

L.H. : L'universalité de ce film vient moins du message criant que la torture est partout présente, que du simple fait qu'un homme, un jour, ait compris que l'enjeu de la torture était le silence. Pour moi, ce qui peut rendre ce film universel — ce qui peut faire qu'il s'adresse à tous ceux qui souffrent — c'est qu'Alleg a lancé à la face du monde qu'en se taisant, il gagnait. Par son silence, il gagnait une victoire politique.

T.S. : Quels ont été vos rapports avec Alleg ?

L.H. : Très libres. Pendant la préparation du film, je lui soumettais les projets et il corrigeait. Jamais, cependant, il ne m'a imposé sa propre vision des événements. Il considérait que la force du film venait de ce que je refusais toute reconstitution précise. J'étais un jeune qui n'avait pas fait l'Algérie ; ce film était ma vision critique de cette période et c'est ainsi que Henri Alleg l'entendait. Lorsqu'il a vu le film pour la première fois, le film était complètement terminé. C'est une preuve de grande liberté d'expression.

Propos recueillis
par Fabian GASTELLIER ■

points de vue

Parfois, on n'a pas envie d'être sérieux, ou on n'a pas le temps : une soirée entre amis, une bonne bouteille (ou quelques-unes), le jardin à retourner, les enfants qui réclament un peu d'attention, l'envie de se mettre au lit avant l'heure... Bref, boulot, télé, dodo : on ne tient pas le coup. Et c'est ainsi qu'on manque les grands « rendez-vous » télévisés : les confessions de Nixon, l'interview exclusive de Carter, les analyses éclairées du professeur Barnard sur l'avenir de l'Afrique du Sud...

On a donc, cette semaine, raté tous les trains, sans se bousculer beaucoup pour les prendre. Cela dit, on avait l'impression de n'être pas tout seul à regarder tard, ce samedi soir sur TF1, le grand prix annuel de « l'eurovision de la chanson »... Il paraît que ce grand moment était attendu depuis un mois : les techniciens de la TV britannique étaient en grève.

Y'a pas de doute, on est les meilleurs. On a gagné... et haut la main, avec cela. Les Belges avaient pas plus l'air Belges que vous et moi. Les Espagnols jouaient les Italiens. Les Italiens avaient l'air de Français. Les Scandinaves mimaient les Beatles...

Et puis, quel que soit le drapeau, on a droit inévitablement à la brochette de jeunes gens souriants, qui, à quelques mètres des vedettes, plient du genou en cadence, swignent de la hanche, risquent de temps à autre un entrechat modern style...

La recette de la chanson « européenne », ça doit être concocté sur ordinateur : une synthèse parfaitement aseptisée qui comporte d'abord une mélodie simple, même sommaire, qui veut flatter l'oreille : du moins qui a un goût de déjà entendu et de revenez-y... Ensuite, un accompagnement au sirop, grand orchestre, jazz fadasse, sous-platters, « oua-oua-diba-bi-dou-ououaah ! ». Mise en scène et costumes : paillettes, lumière, entre smoking et jeans.

Tout cela occupe une heure et demi d'antenne, mobilise des milliers de gens : musiciens, techniciens, public mondain, professions du « show-biz », présentateur et pingouins divers... Tout cela représente quelques milliards de francs, pour rien, pour la nullité poétique ou créatrice la plus crasse ; pour la médiocrité musicale la plus insolente ; pour des formes d'expression les plus construites, les plus artificielles... Rien, et même pire : « l'oiseau et l'enfant », ce navet qui défendait « nos couleurs », on va se le seriner sur toutes les longueurs d'onde pendant un moment !

Autre chose, tout de même : La maison des autres, film TV de Jean-Pierre Marchand, d'après un roman de Bernard Clavel. En deux épisodes, le mercredi sur TF1 : quelques moments autobiographiques, d'un apprenti-boulangier dans la première

partie de ce siècle... Le coup d'œil sur les êtres est vif, chaleureux, marrant ; la mise en images bien menée, bien jouée. Il y aura toujours un public pour ce genre de récit « réaliste » ; pour ces histoires populaires ou populistes, bien racontées ; et l'on en sera toujours.

On a renoué, par hasard, avec le « monde merveilleux de la chanson » mardi soir sur l'A2. Dossier de l'écran exceptionnels consacrés à

Tino Rossi, en chair et en os, sur le plateau. Personnage fabuleux interrogé par Joseph Pasteur et les « petites fiches » de Guy Darbois :

● Les femmes : « Avec ma première, ça n'a pas collé ; avec ma seconde ça n'a pas collé ; avec ma troisième, ça a l'air de tourner rond... »

● La politique : « Conflit corse ? quel conflit ?... Je ne fais pas de politique... Mais je ne suis pas un attardé : je sais qu'il se passe des choses, comme en Bretagne, au Pays basque, en Irlande... Ah, l'Irlande !... »

● L'occupation : « ... J'ai chanté trois semaines à l'ABC. Mais on était en zone libre ; j'ai chanté pour les Parisiens... Oui, un policier après, a essayé de m'embêter... Vous savez il a mal fini : une affaire de stupéfiants, je crois... »

● Ses défauts : « Je mange un peu trop, je rêve un peu, je paresse un peu... on dit que je suis « économe » ? Je donne pour les œuvres, pour le cancer... on ne peut pas faire plaisir à tout le monde ! »

● Son fils, chanteur : « Ces derniers temps, il s'est appliqué... il achète, il vend. Les chanteurs aujourd'hui, ce sont des PDG... »

Ah, Tino, c'est quand même quelqu'un. Enfin, on ne peut pas passer son temps à tourner les vraies valeurs en dérision.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 24

Horizontalement :

I. Un front de lutte encore, Aix l'a montré ! II. Possessif — A perdu la tête. III. Elle est là ! IV. Une conduite spéciale — Bouts de chat. V. ... Et autogestionnaire, c'est le P.S.U. ! VI. Nous fait marcher — Pour s'en sortir. VII. Ne manquent heureusement pas de jus. VIII. Fin de séries — Pronom — L'as. IX. Un anonyme bavard — Elles aussi, ont perdu la tête ! X. Bon pour la pub. — Fait écluser.

Solution du n° 23

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	U	S	T	E	R	I	E	L	X
II	U	O	I	S	I	F	S	E		
III	S	I	C	O	R	S	C	N		
IV	I	N	O	P	E	O	R	D		
V	C	E	S	S	E	T	R	O	P	
VI	I	R	E	S	S	E	E	U	M	
VII	E	T	E		E	T	S	T	O	
VIII	N	E	B	L	E	U	E	B		
IX	N	C	A	B	A	N	E	E		
X	E	V	E	N	E	M	E	N	T	S

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement

1. On enlève une vierge, et on ose fêter ça ! 2. Fait-elle bien la loi ? — Un produit de décomposition. 3. Des dures ! 4. Aurait fait discuter à Byzance — Pronom. 5. Possessif — Commence une dictée — Sujet à des débordements. 6. Ouvertures. 7. 50 % — Une place pour un pion — Possessif. 8. Une dépêche fatale ! Nées. 9. Négation — Ce que nous réserve le H. VII. Présents. 10. Succomberont-elles ? — Direction.

sélection TV-radio

Samedi 14 mai à 20 h 35 sur

Antenne 2 : *Moi... coulée* (dramatique de la télévision Suisse romande) de Pierre Koralnik. Pourquoi une femme équilibrée, du moins en apparence, admirée par ses proches a-t-elle mis fin à ses jours ? Le combat des exilés de l'intérieur pour leur liberté.

A 22 h 05 sur Antenne 2 : *Regards*. Magazine de l'image dirigé par René Duval. Ce magazine veut privilégier l'image dans le discours télévisuel. Le téléspectateur interprétera les images qui lui seront proposées. Idée intéressante au départ, on jugera à la réalisation.

Dimanche 15 mai à 20 h 30 sur FR 3 : *L'homme en question* : Pierre Mendès-France.

A 22 h 44 sur Antenne 2 : Les Français et la contraception (n° 2) ; Les « Craintes ».

Lundi 16 mai à 20 h sur France-Culture : Les hiboux de la disparition (émission de la RTB). Les tractions liées à la vente d'un immeuble et l'élimination de ses habitants.

A 20 h 30 sur TF 1, un film : *La Comtesse de Hong Kong* de Charlie Chaplin.

A 22 h 15 : C'est ainsi qu'on invente le spectacle. Une production de l'INA réalisée par Robert Bober. Initiation des enfants avec technique audiovisuelles dans une classe de CM 2 du XIV^e arrondissement de Paris. Les enfants ont vite pressenti qu'ils s'agissaient aussi d'un langage avec lequel on commence d'abord à se raconter.

A 22 h 50 sur Antenne 2 : L'huile sur le feu. *L'énergie nucléaire* : le P^r Ramade et M. Gouvenent responsable de la sécurité au CEA.

Mardi 17 mai à 13 h 30 sur France-Culture : libre parcours variété par Eve Grillicque « spécial province ».

A 14 h 03 sur Antenne 2 : Les chrétiens face à l'engagement politique.

A 20 h 30 sur Antenne 2, *les dossiers de l'écran* : Les Harkis. Thème du débat : et pourtant ils sont Français.

A 21 h 30 sur TF 1 : La réforme de l'Education nationale. Une série de quatre émissions pour expliquer la nouvelle réforme Haby. 50 minutes d'émission suivies chacune d'une tribune réunissant les différentes parties intéressées par la réforme. N° 1 l'école maternelle et la puissance.

Mercredi 18 mai à 20 h 30 sur Antenne 2 : *Magazine*, cartes sur table avec Georges Marchais.

Judi 19 mai à 20 h sur France-Culture : l'Honneur perdu de Katarina Blum. Pièce de Margarethe Von Trotta.

A 20 h 30 sur FR3, un film : *La Voyage* de Vittorio de Sica.

A 21 h 50, magazine cinéma : *100 000 images* Ingmar Bergman. Vendredi 20 mai à 20 h 30 sur FR 3 : la peur de la retraite.

A 20 h 30 sur TF 1, un opéra : *Le Barbier de Séville*.

A 21 h 30, *Apostrophes* : Comment l'intelligence vient-elle aux enfants.

A 22 h 50 sur Antenne 2, cinéma-club : *La Femme sur la lune* (1928) de Fritz Lang. ■

quand même

Ceux qui manifestement, ceux qui pieusement, ceux qui machinalement... Ceux qui trop longuement, camarade Vadrot (dans le numéro 1^{er} mai de TS). En plus, déprimant. Le défilé du 1^{er} mai, on y va avec les copains CGT: ça plait. Ton article aussi, remarque: on a rigolé quand même. Mais je dis biens *quand même*. Trop long aussi le dossier: *le PSU se prononce...* à force, on ne sait plus sur quoi.

Le droit à la paresse? D'accord. Mais les 35 heures plus transports, ça ne fait pas encore le compte, camarade Billaudot. Enfin, ce serait quand même ça de pris sur l'ennemi, comme on dit.

Je n'ai pas lu la cogestion à l'allemande (mais on va peut-être en discuter), ni le Portugal, ni le sommet franco-africain: ces pays sont trop loin. Mais la BD, pages 18 et 19, c'est bien. Au moins l'idée, car la BD en question n'est pas très fameuse à mon avis.

Claude Roy: c'est intéressant, surtout pour les *hors parti* comme moi. Un peu confus sur cette affaire de crédulité. Qu'est-ce qu'il faut avoir: la Foi ou pas? Si on n'a pas la foi, on ne se bat pas. Si on l'a, on fait des conneries. Il faudrait voir de plus près.

Kata et Anna, au cinéma: les histoires de femmes, décidément, on n'accroche pas. Pour le théâtre, on n'y va jamais (j'ai vu *Tartuffe*, quand j'étais gamin. Je n'ai jamais recommencé). Et pourquoi ce titre: *la fête du PSU, cette han-tise?* J'irai peut-être quand même.

PIERRE — AVIGNON ■

qui brise la grève des éboueurs?

De nombreux camarades, contraints et forcés par la hiérarchie militaire, sont allés ramasser des ordures à Paris, faisant ainsi le jeu de la municipalité de Paris contre les éboueurs. A juste titre, ils se sont entendus traiter de briseurs de grève par des éboueurs ou par des travailleurs parisiens. Mais à moins d'un mouvement quasi-unanime des appelés, un refus de vider les ordures ne pouvait se solder que par une répression dure de la machine militaire. On est donc inévitablement confronté à la question suivante: quels sont les moyens de dépasser cette apparente contradiction?

Seule une solidarité réelle entre travailleurs civils et travailleurs sous l'uniforme peut amener à la constitution, au sein même de l'armée, d'une organisation capable d'émettre des initiatives empêchant l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux. Il faut plus que jamais insister sur le sou-

tien indispensable et sans ambiguïté de la part des organisations de masse des travailleurs, qu'il nous faut rechercher.

Les syndicats et les partis porteraient une lourde responsabilité dans de telles interventions de l'armée s'ils continuaient à marchander leur soutien aux appelés. C'est avec force que nous devons faire émerger ce débat, plaçant ainsi partis et syndicats devant leurs responsabilités.

Mes camarades et moi-même, à l'intérieur des casernes, avons connu, pendant cette grève des éboueurs, des problèmes insolubles et vécu un choix dramatique entre deux solutions inacceptables: briser une grève ou s'exposer à une dure répression.

C'est pourquoi j'interviens pour propulser ce débat sur le devant de la scène, profitant de notre journal pour demander à tous nos cama-

rades de faire débattre, où ils sont, le plus largement possible de ce sujet.

UN APPELÉ ■

Lip au féminin

Vous passerez ma lettre ou non dans le courrier des lecteurs de TS — ce sera votre affaire. La mienne consiste à vous dire mon étonnement à la lecture — tardive — de la brochure *Lip au féminin*.

Etonnement d'abord devant la prodigieuse honnêteté de cette parole, de la clarté de la dénonciation de la double aliénation des femmes dans notre société — et de travail et familiale. Cela me paraît un document d'une valeur exceptionnelle de loyauté et de courage...

à Taverny

« Dites-le avec des fleurs »



Bruno Lemaison ARPP

A ce premier étonnement... s'en ajoute un second: comment se fait-il qu'il m'ait fallu attendre trois ans pour lire ces pages, parues depuis longtemps, sinon en raison de son mode de diffusion?... Faut-il y voir la preuve qu'à Lip, qu'au PSU, qu'à la CFDT, l'aliénation des femmes, dénoncée dans les meetings, les programmes électoraux, et les colonnes de TS, intervient dans les faits?...

Une question... de justice et de cohérence politique entre les déclarations et les actes: le PSU ne pourrait-il faire éditer Lip au féminin par Syros?... Ou faudrait-il bagarrer pour le faire passer aux Editions des Femmes?

Roland DUMONT Paris ■

a Vincennes

La France « une quarantaine de morts (par la drogue) par an contre 3 800 par l'alcool et 12 000 par la bagnole. C'est encore 40 de trop mais ce n'est un « fléau » que parce que vous vous êtes aperçus que l'usage de la drogue concernait la plupart du temps des gens qui vomissaient sur la société que vous soutenez... Pourriez-vous parler de cela, vous les socialistes et les communistes, au lieu de réclamer des poulets et de gémir sur la décadence de la bourgeoisie (C.M. Vadrot TS 370)?

Le président Merlin de la fac engage un combat bruyant contre les « dealers », se proposant même de payer des vigiles sur le budget de l'université pour vérifier les cartes d'étudiants. Par ailleurs des enseignements sont supprimés, faute de fric.

« A Vincennes comme ailleurs, facs ouvertes aux travailleurs, aux étrangers et non-bacheliers ». Nombreuses sont les facs qui ont demandé ce statut contre les réformes du gouvernement sur l'université. Il est important que le combat unitaire soit mené sur ce mot d'ordre qui fait l'unanimité de la fac et de s'opposer aux campagnes de diversion et de normalisation.

On « ferme une ville de 33 000 usagers et on projette d'en ouvrir une autre, deux fois plus modeste, à Marnes-la-Vallée, où l'on ne voit pas comment pourraient se retrouver les « habitants » de Vincennes... » comme l'écrit Madeleine Rébérioux dans un récent TS.

Mais ni les personnels administratifs ni les enseignants, ni les étudiants n'ont envie de « laisser faire ». Cela nécessite une véritable information, une discussion sérieuse sur la fonction de l'Université. Cela nécessite aussi le soutien de tous ceux qui partagent nos objectifs. Il ne nous reste qu'un an pour mener cette tâche à bien avant la fermeture.

Patrick (PSU et MAS) Vincennes ■